

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

En réponse à notre affiche
le "Soir Marocain" demande pour
nous les camps de concentration.

Il faut fermer la gueule
aux chiens fascistes !

UN SEUL CHEMIN, SUIVI PAR TOUS!...

Revenir aux moyens révolutionnaires!

An train où vont les événements politiques en France, il apparaît bien que le Front populaire est sérieusement atteint.

Les grands partis qui le composent ne sont plus entre eux d'accord sur aucun des problèmes importants de l'heure.

Sur la dévaluation, notamment, radicaux, socialistes et communistes ont manifesté publiquement leur désaccord. Si finalement la dévaluation du franc d'un tiers a été votée, c'est que véritablement il n'y avait pas moyen de faire autrement. Ou plutôt parce que les moyens qui s'offraient pour éviter une nouvelle amputation de la monnaie, personne ne se sentait la force et l'intention de les appliquer.

Certes, nous sommes un peu loin de la formule : « Faire payer les riches » préconisée pendant la période électorale par les communistes. Ceux-ci, qui, ne l'oublions pas, sont soixante-douze à la Chambre, ont estimé préférable, tout en critiquant le projet, de le voter.

Cependant, ces défenseurs patentés de la classe ouvrière, n'ignorent pas que la dévaluation ne peut pas apporter autre chose aux travailleurs qu'une restriction de leur pouvoir d'achat. Ils l'ont écrit, clamé, propagé avec raison. Cependant la dévaluation est là. Les socialistes ont fait de même, dont le mot d'ordre était : ni déflation, ni dévaluation. Idem, les radicaux, paladins du franc !

Ah ! les radicaux ! Avions-nous assez raison quand, il y a six mois, nous les dénoncions comme les alliés les plus redoutables de la classe ouvrière ! Aujourd'hui, ce sont leurs hommes publics qui se font les meilleurs défenseurs de l'oligarchie capitaliste. Car, n'est-ce pas, c'est bien à l'oligarchie industrielle et financière — surtout industrielle — que l'opération va profiter.

Et quels sont les moyens de défense que la classe ouvrière française va opposer à cet effacement de ses conditions de vie ? Ceux qui prétendent la représenter politiquement ont déjà répondu : « Débrouille-toi comme tu pourras. »

En effet, le corollaire indispensable que le gouvernement Blum avait mis à la dévaluation et qui était l'échelle mobile des salaires, a été supprimé sur le veto de la droite alliée aux radicaux.

A cela Blum répond par une demande de pleins pouvoirs pour intervenir — illusoirement d'ailleurs — contre l'élévation du coût de la vie.

La-dessus arrivent Caillaux et les « bons républicains » — de gauche, comme il se doit — du Sénat. Pas de pleins pouvoirs, dit l'échappé de la Caponnière, en agitant élégamment son monocle. Et, va te faire fiche, au moment où nous écrivons ces lignes, il y a des grandes chances pour que les pleins pouvoirs aillent rejoindre, dans les limbes parlementaires, l'échelle mobile.

Ainsi une expérience politique de plus va s'inscrire une fois encore au passif ouvrier.

Si nous voulions seulement prouver que nous avions raison quand, il y a six mois, nous prédisions l'échec de l'expérience parlementaire du Front populaire, cela nous serait facile aujourd'hui. Nous ne recherchons pas cette dérisoire satisfaction.

Aujourd'hui, ce qu'il importe, c'est d'envisager d'urgence les moyens de parer aux conséquences, inévitablement mauvaises pour les travailleurs, de la dévaluation.

Les uns pour se concilier les bonnes grâces de la bourgeoisie, les autres pour éviter à tout prix des troubles sociaux, politiciens radicaux, socialistes et communistes, ont ligoté le prolétariat français dans des rets redoutables. On a commencé par condamner ce moyen de défense révolutionnaire qu'était l'occupation des usines ; puis, se rabattant sur la solution réformiste, on a fait miroiter aux yeux des masses l'appauvrissement de l'échelle mobile, qu'on vient d'abandonner de la même manière.

Cette attitude des dirigeants du prolétariat dicte à celui-ci sa conduite : revenir à la position révolutionnaire et à l'action directe qui lui ont si bien réussi en juin. Et y revenir d'urgence !

Lib

LIRE EN 2^e PAGE :

Pour notre « libertaire ».

EN 3^e PAGE :

Les ondes libertaires.

EN 4^e PAGE :Dévaluation, partis et classe
par Luc Daurat.

A l'heure actuelle — octobre de 1936 — celui qui, en Espagne, en France ou dans n'importe quel pays du monde, ne sait pas oublier les petites différences doctrinales ou les querelles purement personnelles pour forger l'unité révolutionnaire de toutes les forces ouvrières et socialement démocratiques, n'aura plus, désormais, le droit de s'appeler révolutionnaire... Son sectarisme ne saurait prouver

qu'une seule chose : qu'il s'agit d'un égoïste ou d'un aveugle. Peut-être pire : d'un traître à la classe ouvrière...

Car, la victoire, face au fascisme, ne peut être réussie que par la création d'une seule armée, agissant avec un seul but, en suivant un seul chemin...

...Et ce chemin ne peut être que

l'Unité de toutes les forces antifascistes.

Il faut suivre un seul chemin dans l'action, par « économie de forces » ; forger l'Unité de cette action pour la rendre toujours efficace, et un seul but, choisi et clairvoyant : écraser la canaille fasciste, c'est-à-dire imposer un régime de Liberté et de Justice.

Alfonso de MIGUEL.

Solidarité ! Solidarité effective !

CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE

Un centre de ravitaillement pour les vaillants combattants d'Espagne fonctionne dès aujourd'hui au 203, RUE D'ALEZIA A PARIS 14^e ARRONDISSEMENT. Nous savons qu'il suffira aux lecteurs du « Libertaire » de connaître l'existence de ce centre pour qu'immédiatement ils y fassent parvenir les marchandises dont nous publions la liste ici même.

Les dons volumineux et d'une certaine importance seront pris à domicile sur la demande des donateurs. Chaque semaine un convoi sera dirigé directement aux colonnes de la ligne de feu. Pour l'Espagne en lutte contre ses tyrans fascistes, pour les miliciens du front de combat DONNEZ, DONNEZ TOUS ET SANS ATTENDRE !

LES MARCHANDISES DEMANDEES

Vestes de cuir, pantalons de velours, sous-vêtements de laine, Conserves, Sucre,

Café, Cigarettes, Médicaments, Pansements, Gâteaux secs.

LE DEPART DE TROIS AMBULANCES

Très prochainement trois ambulances seront dirigées, la première sur le groupe international de la colonne Ortiz-Ascaso, la seconde sur le groupe international de la colonne Durruti, la troisième sur la colonne de Valence de Alfonso de Miguel.

203, RUE D'ALEZIA, PARIS-14^e

Retenez bien cette adresse et n'attendez pas pour venir y déposer vos dons volontaires.

UN COUP DE FREIN

Le Comité National de la C. G. T. s'est réuni pour examiner la situation ; le résultat de ces délibérations est la décision de freiner la combativité de la classe ouvrière. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est la vérité. Le paradoxe s'explique mieux en songeant que ces assemblées se sont tenues à la veille de la dévaluation du franc ; le prolétariat va être acculé à une défense active de ses salaires ; les dirigeants de la C. G. T. subissant l'influence des chefs gouvernementaux : socialistes, communistes, voire radicaux, craignent la mise en péril du gouvernement de Front Populaire à la suite d'une activité trop intense du prolétariat. Les résolutions adoptées insistent sur la nécessité d'une « économie en voie de prospérité », elles ajoutent : la multiplication et la nature des conflits revendicatifs risquant de troubler dangereusement cette situation économique. Donc, coup de frein.

Le moment est singulièrement choisi. Jouhaux lui-même reconnaît qu'« un fait n'est pas niable, il y a un réveil des organisations dissoutes, plus ou moins camouflées, nous savons qu'elles s'arment : nous savons aussi qu'elles se constituent en syndicats professionnels ; et là, nous nous trouvons directement visés, nous saisissons sur le vif une tentative fasciste pour désorganiser nos organisations ». Capocci, le modéré Capocci des Employés est plus précis encore dans son appréciation : « Le résultat paradoxal de l'accord Matignon serait, si on ne réagit pas, d'enfermer la classe

ouvrière dans des accords où elle n'aurait eu aucune part ».

Comment se fait-il qu'il y ait si peu de protestation, de défense contre le freinage de la part des délégués des organisations de base ? C'est l'éternelle histoire ; les assemblées confédérales sont de plus en plus « faites sur mesure » suivant les volontés de la direction. Perrot, de la Fédération postale, signale avec quelle rapidité ce C. C. N. a été convoqué, même les organes directeurs de sa Fédération n'ont pu délibérer ; il va de soi que dans ces conditions les syndicats n'ont évidemment pu émettre ne fût-ce que quelques indications timides. Parfois un reflet de leur volonté passe enveloppé de réticences dans les interventions de délégués de province. Ainsi Vielle, de la Gironde, évoque « les licenciements d'ou-

vriers confédérés, il y a là une entreprise de destruction systématique de nos organisations qu'il faut dénoncer ». Il suggère : « Le délégué ouvrier devrait peut-être recevoir le droit de contrôler les licenciements ; c'est le seul moyen de faire respecter la liberté syndicale ».

Bien sûr, mais ils n'ont pas été ménagés les délégués ouvriers au C. C. N. On dirait que c'est d'eux que vient tout le mal qui menace l'économie en voie de prospérité. Jouhaux, cet ex-anarchiste individualiste, « ne raisonne pas ; elle entend obtenir, immédiatement, pleine satisfaction pour toutes ses revendications ». Et Roy, des Métaux, d'accourir au secours du secrétaire confédéral pour expliquer que les nouveaux venus au syndicat « attendent du Rassemblement populaire qu'il fasse sauter les cadres du régime capitaliste », alors qu'en réalité « tout n'est pas possible ».

Jouhaux insiste sous une forme adroite, conditionnelle, mais précise, pour que les ouvriers renoncent à l'occupation des usines ; voici cette partie de son intervention : « Si l'occupation des usines ne doit pas être poursuivie en raison de la peur qu'elle crée dans l'opinion publique, des angoisses qu'elle fait naître, des possibilités de désagrégation qu'elle peut comporter en elle, si l'usine ne doit plus être occupée... »

(Voir la suite en 4^e page) L. N.

Centurie Sébastien Faure

Les camarades qui auraient la volonté de faire partie de la Centurie Sébastien Faure sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le camarade Pierre Odéon. Le départ de la Centurie pour le Front de Saragosse aura lieu rapidement.

S'adresser au Libertaire.

U.A. (Fédération Parisienne) - S.F.I.O. 5^e Section

POUR VAINCRE LE FASCISME,

POUR LUTTER CONTRE LA GUERRE,

POUR LA DEFENSE DE L'ESPAGNE,

L'UNION DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES DOIT SE REALISER.

POUR LA FORMATION DU FRONT REVOLUTIONNAIRE

TOUS EN MASSE AU

GRAND MEETING

qui aura lieu le samedi 3 octobre, à 20 h. 30, salle de la Mutualité, rue Saint-Victor (Métro : Mutualité), sous la présidence de AUDUBERT, secrétaire de la 5^e Section socialiste.

Prendront la parole :

WEISS,
Jeunesse Socialiste.

RINGEAS,
Jeunesse Anarchiste.

MARCEAU PIVERT,
de la Gauche Révolutionnaire
du Parti Socialiste.

Sébastien FAURE
Union Anarchiste.

A CETTE SEANCE, LES FILMS DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE SERONT PRESENTES

Ouverture des Portes à 20 heures. Tous les membres du service d'ordre de l'U.A. devront être présents à 19 h. 30, à la Mutualité. Participation aux frais : 2 francs ; chômeurs : 1 franc.

UN DISCOURS POUR RIEN

Le Gouvernement Blum et la Guerre

La première impression qui se dégage du récent discours radiodiffusé de Blum, c'est son caractère académique, autrement dit, son vide.

La forme mise à part, n'importe quel ministre « républicain » de n'importe quel gouvernement français aurait pu accoucher de ce noble rabâchage.

C'est de l'antique « slogan » de la bourgeoisie française triomphant de la féodalité pour instaurer son règne, c'est de cette ombre magnifique bafouée par tous les murs de prison, par tous les crimes et toutes les misères de l'exploitation capitaliste que Blum a cru devoir déduire les directives d'une politique intérieure et extérieure qui réponde aux terribles exigences de l'heure.

Passé encore si l'orateur, reprenant et vulgarisant la critique socialiste, communiste, anarchiste de la démocratie politique, de la démocratie formelle instaurée par la déclaration des Droits de l'Homme, avait posé, nationalement et internationalement, le seul problème qui vaille actuellement d'être posé, celui de l'accession à la démocratie sociale, à la démocratie réelle !

Passé encore, si, prenant la bourgeoisie au mot, il eût brandi l'espoir d'une liberté vraie ; d'une égalité et d'une fraternité possibles puisque déduites de l'expropriation des expropriateurs et de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Un tel discours eût pu jeter les bases d'une politique extraordinairement féconde. Une telle affirmation eût pu répondre (puisque réponse il y avait) de façon grandiose aux vociférations calculées de Nuremberg.

Hélas ! Au lieu de cet espoir et de ce défi envivants, Blum nous a servi — une fois de plus — la ratatouille impérialiste dont tous les ministres, ses prédécesseurs, ont légué l'estomac du Français moyen.

Société des Nations, assistance mutuelle contre l'agresseur, paix indivisible (ou guerre indivisible), fidélité aux traités et aux pactes, unanimité pour la défense du soi (sic), la séquelle habituelle de naïvetés, d'hypocrisies et de mensonges qui lie les multitudes à leurs bourreaux et les voue, complaisantes, au massacre, à de nouveau fatigué nos oreilles.

Si décevant que soit donc, du point de vue le plus général, le discours de Blum, cette déception est trop normale — étant donné l'homme, étant donné aussi (il faut être équitable) l'état actuel du mouvement ouvrier français — pour qu'elle puisse nous désespérer.

Ce qu'il y a par contre d'inquiétant dans la déclaration du Président du Conseil, c'est qu'elle marque un recul dans la voie où il semblait prêt, dernièrement, à s'engager.

Le 9 août, à Saint-Cloud, Blum déclarait en effet — et c'était la première fois qu'un homme d'Etat français tenait ce langage — que « vouloir la paix, c'est vouloir un régime du monde qui garantisse à chaque nation la faculté de travailler et de nourrir les personnes humaines qui la composent ». Et il concluait : « Il dépend de nous d'introduire un commencement d'ordre dans la répartition des matières premières et des débouchés, dans l'échange des produits, dans la distribution démographique et la migration des peuples. »

Nous n'ignorons pas, certes, ce qu'il y aurait d'utopique dans une politique qui prétendrait résoudre à l'amiable et toujours les contradictions impérialistes. Il n'empêche cependant — les exemples abondent — que ces contradictions sont susceptibles de se détendre temporairement à la faveur de compromis quand ceux-ci se révèlent possibles, et que présentement, pour des raisons que nous avons maintes fois formulées, la recherche sincère d'un compromis de cette sorte entre les deux camps impérialistes qui divisent l'Europe avant de la ravager de nouveau est une des rares chances qui restent de faire reculer la guerre.

C'est bien ce qu'il nous semblait que Blum avait compris, et la visite de Schacht à Paris, précédant celle, toute récente, du ministre du Commerce Bastid à Berlin, nous avait confirmé dans ce sentiment.

Or, c'est en vain qu'on chercherait dans le discours de Blum un passage qui participe de cette application concrète du fameux principe de fraternité à la politique internationale, application en faveur de laquelle Blum avait pris — pour la première fois — position à Saint-Cloud.

Tout ce qui, dans son dernier discours, pourrait, à la rigueur, s'y rapporter, c'est la phrase : « L'Histoire montre qu'une paix réelle et stable ne peut reposer ni sur l'injustice ni sur l'égoïsme. »

Et cela est trop vague, trop piètrement moral, pour qu'on en fasse état.

BERAT.

(Voir la suite en 5^e page)

Pour notre « Libertaire » Notes et Glanes

Nos lecteurs ont été témoins de l'effort considérable que la rédaction du **Libertaire** a accompli depuis plusieurs mois pour améliorer, amplifier, rajouter le contenu et la présentation de notre cher lib.

Nous avons eu la satisfaction de voir que cet effort était compris et apprécié de l'immense majorité des anarchistes et sympathisants à nos idées.

Qu'on se rappelle, en effet, les appels angoissés que nous étions obligés de lancer régulièrement pour assurer la vie de notre journal.

Il faut bien reconnaître qu'une désaffection regrettable s'était produite envers la propagande dont notre vieux lib est le meilleur instrument.

Puis, depuis un an notamment, nous avons vu, grâce aux efforts de tous les militants de l'Union anarchiste, cette situation critique s'améliorer progressivement et nous pouvons sans fanfaronnerie ni optimisme déplacé dire que nous sommes dans la voie d'un redressement durable.

Les causes de cette situation nouvelle sont connues. Il y a eu la position générale que nous avons prise au sujet du Front populaire, position liée aux justes prévisions que nous avions faites et que le déroulement des événements a confirmées. D'autre part, notre position ferme et nette au sujet de toute guerre nous a conquis des sympathies nombreuses chez les ouvriers.

Il y a aussi, facteur le plus important, les événements d'Espagne qui sont venus rappeler sur nos doctrines l'atten-

sion des esprits les plus clairvoyants que le confusionnisme politique et les incroyables palinodies de certain parti dit d'extrême-gauche ont totalement déboussolés.

Nous avons donc le droit de penser que le moment n'est peut-être pas loin où une large fraction du prolétariat se détachera des idéologies autoritaires avec lesquelles on a prétendu faire le bonheur définitif des humains. Devant l'exemple de nos camarades d'Espagne, réalisant dans la liberté les modifications profondes de la structure sociale, les prolétaires de France regarderont alors vers le communisme libertaire, comme ils ont regardé jusqu'ici vers le socialisme russe et vers le stalinisme.

Il importe que nous ne laissions pas passer le moment propice que nous sentons venir à nous.

C'est pourquoi nous avons décidé de faire porter le maximum de nos efforts sur la propagande. Et chacun sait aujourd'hui que, dans notre monde moderne, le meilleur instrument en est le journal.

Cela est si vrai que depuis que le **Libertaire** a plus que doublé son tirage, nous voyons nos groupes, nos réunions, nos meetings se multiplier avec une rapidité qui nous comble d'espoir.

Nous devons encore accélérer cette progression. Aussi encourageants que soient les résultats jusqu'ici obtenus, ils ne nous satisfont pas encore. Nous savons que nous pouvons faire mieux.

Du **Libertaire** qui tirait péniblement à 6 ou 7.000 il y a deux ans, nous sommes parvenus actuellement à un tirage régulier de plus de 17.000 — le dernier numéro sur huit pages a été tiré à 19.500 — Des maigres 4 pages, nous avons passé aux 6 pages régulières et, devant la surabondance de matière qui nous parvient et qui nous oblige à laisser chaque semaine des « papiers » sur le marbre, nous nous demandons si nous ne devons pas envisager de faire au moins une fois par mois huit pages.

Certes, à côté des mastodontes de la presse bourgeoise, c'est bien peu. Et cependant, parmi les hebdomadaires d'opinion ouvrière, notre vieux lib se

situe dans les premiers rangs. Cependant, nous sommes convaincus que nous pouvons, en dépit des désastres et aussi scandaleuses conditions de la diffusion de la presse libre en France, atteindre un tirage beaucoup plus élevé.

Mais, pour cela, il faut que tous nos lecteurs, tous nos amis comprennent que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, que sur eux-mêmes.

Les ressources du **Libertaire**, rappelés-le en passant, sont de trois sortes : 1° l'abonnement, 2° la vente au numéro et à la criée, 3° la souscription.

L'abonnement, c'est la ressource la plus régulière et la plus sûre. C'est celle qui nous permet de compter sur les rentrées les plus sûres. Amis lecteurs, abonnez-vous si vous aimez votre journal.

La vente au numéro et à la criée procure également des ressources importantes et la vente à la criée est un incomparable moyen de diffusion et de propagande. Aussi ne saurions-nous trop faire appel aux jeunes — quel que soit leur âge ! — pour organiser des groupes de vendeurs et pour venir renforcer ceux qui existent déjà.

La souscription, enfin, reste et restera sans doute encore longtemps l'élément indispensable à l'équilibre de notre budget. Il n'est pas nécessaire d'expliquer aux lecteurs du lib à quel point la « matière imprimée » est onéreuse en France. Ils savent trop, pour qu'il soit utile d'insister, à quel point nous avons besoin de leur aide à ce sujet.

Aussi, après avoir en toute vérité ex-

posé à nos lecteurs la situation morale et matérielle du **Libertaire**, nous pensons qu'ils auront compris notre effort en accentuant encore leur aide pour nous aider à faire du **Libertaire**, par l'abonnement, par la diffusion, par la souscription, l'arme indispensable à la propagande des idées anarchistes.

La Rédaction du « Libertaire ».

Pour que vive le « Libertaire »

Souscriptions du 12 août au 26 septembre

Philibert, 50 fr.; Gillet, 2; Hervé, 2 50; Jean Moreau, 10; François Achille, 12 50; Jules Guérin, 5; Prévost, 5; Lecoq, 10; Epsilon, 5; Guérin, 5; Haussard, 10; Juliette, 5; Giancoli, 5; Cabaret, 5; A. J., 5; Le Henaff, 5; Thomas, 3; Pierre Stenger, 2; N. L., 10; Dolcino, 10; Pinsmail, 5; Collecte faite à la réunion du 22 août au Petit Thouars 140; Bernard, 4; Un camarade de Colombes, 10; Bournez, 5; L'Américain, 10; Anonyme, salle Petit Thouars, 10; Mercier, Châlons-sur-Saône, 20; Robert, 20; J. Olivier, 10; Mathusalem, 5; Achaintre, Cosnes-sur-Loire, 5; Marcos Joseph, 5; un bourgeois syndicaliste, 15; Phalange Carrières, 36 50; un ennemi du peuple, 5; Jean Desnoilles, 10; Delignat, 10; Epsilon, 5; Daurat, 7; Jules Guérin, Paris, 5; Ander, 10; Un copain de Choisy, 2; Le comte Miramon, 250; Pour l'abandon du pape, 33; Marcel Chuat Paris, 14 50; Marinette, 5; Le Banlieusard, 5; M.M. Bezons, 10; Dams Paris, 5; Bel, 2 75; Un copain de Montreuil, 10; Person, 10; Schmit, 33; Un copain, 2 50; Guérin Jules, 5; Daurat, 5; Ander, 10; Villermel, 5; Magloco, 15; Lecoq, 10; Moineau, 5; Eychemme, 10; Chassein, 9; Magnol, 6; Couturier, 8; Bournez, 5; Loyot, 10; Cornet, 5; Gabry, 10; Epsilon, 10; Phalange Carrières, 10; Noémie, Camille, Jean, 15; Sylvain Rolland, 3; Gatta Pierre, 8; Van Heche, 4; Dervieux Oullins, 5; Blais, 10; Libero, 5; Hériol, 10; Grandguilleul, 5; Ander, 10; Haussard, 10; Groupe sympathisant de Puteaux, 20; Tili Dubugey, 20; Le marin, 10; Roche Oullins, 25; Liste Crouton Agen, 5; Padolet, 5; Butois, 50; Guillemain Henri, 10; Balderelli Jean, Toulon, 10; Jouta Jean, 3; Boué, 10; Cattel François, 4; Buteux, 5; Seguin Villéjui, 4; Villière, 5; Liste Pierre Laurencin, 5 45; Le Lay, 10; A. Le Lam, 10; Camarade italien, 5; Técheur Nice, 10; Deuille Léon, 2 50; Duquelzar, 3; Edmond Pasquel, 3; Louman Montpellier, 5; Palanzone, 5; Tessier, 5; Bussol, 5; Chailhot, Marseille, 11; Loche Avignon, 31; Berthe Pouillard, 10; Nicolet, 10; A. Rives, 5; Ulysse Colinet, 43; Louis Mancel, 5; Henri Delabre, 2; Planzer, 3; René Martin, 4; Pierre Evin, 8; Roger Paillet, 8; Louis Mancel, 5; Louis Boscher, 5; A. Suc, 4; Ollino, 5; un typo, 10; Raoul Collin, 5; Bouvet, 2; Richard René, 10; Le Henaff, 5; Jules Guérin, 10; Montell, 3; Paul, 10; Baptiste, 5; Le Pen Paris, 5; Romé Ivry, 2 50; Neveu, 5; Un bourgeois syndicaliste, 20; Anonyme, 8 fr.

Total de cette liste, 1.873 fr. 70.

Nos collaborateurs et correspondants sont informés que la copie doit nous parvenir le mardi soir au plus tard.

Notes et Glanes

♦ Du Flambeau, 26 septembre : « Le port de Saint-Nazaire est infesté de réfugiés du « Front Populaire », qui font un recrutement intense de volontaires français pour l'Espagne anarchiste. N'affirmez pas que la mairie socialiste de Nantes a envoyé à ses frais des jeunes gens abusés à la boucherie espagnole, etc... » Je ne relèverai pas le mensonge du « recrutement intense » car tous nos amis savent que tant qu'ils n'auront qu'un fusil pour 5 combattants, nos frères Espagnols ne nous réclameront que des armes, et refuseront des hommes. Je veux simplement faire remarquer que les fascistes se connaissent bien entre eux. Car, une supposition que les « jeunes gens abusés » soient incorporés dans les milieux antifascistes et, de ce fait, livrés « à la boucherie espagnole » quels seraient les bouchers, pauvres types du P.S.F., sinon vos semblables des hordes à Franco et à Mola? Vous connaissez vous-mêmes, vous savez qui ils sont.

♦ Triste nouvelle! Albert Ch. Morice a terminé ses vacances. Aussi, sévère à nouveau dans le « Journal ». Très affriolante, sa presse, dans le n° de mardi. Figurez-vous que ce glorieux reporter, jaloux sans doute du trépas de son confrère Vautel tué par le ridicule, a accompagné un brave colonel fasciste sur le front de Somo-Sierra. Et, à Navarra, il a vu le cabaret Pastoria, « meuble de nombreuses couvertures et de plus nombreux encore cadavres de bouteilles d'alcool. Les miliciens et les « miliciens » venaient y passer de joyeuses soirées, etc... » Voyez-vous, ces petits débauchés qui, ayant fait le sacrifice de leur vie pour la plus belle des causes : la Liberté, veulent encore goûter à la volupté de l'acte d'amour, avant de mourir! Par contre, je parle contre un que le Morice en question a applaudi à l'installation des Bords-Bordels Mobiles aux Armées.

♦ Du même, même article, en parlant du « beau soldat qu'est le colonel Escames » «... à tous, (à ses soldats) il serrera la main, non plus comme à un supérieur, mais comme à un ami avec lequel on va faire du bon travail. » Le bon travail dont se réjouit le pisseur d'encre consiste à exterminer nos frères espagnols. Il est grand temps que cela finisse. Constituez le front révolutionnaire et, par dessus les mauvais bergers des syndicats ou du gouvernement, secourons efficacement ceux qui meurent pour nous.

HENRI GUERIN.

NOS FÊTES

Les carnets d'abonnement pour les sept fêtes que nous donnerons au cours de la saison 1936-1937 sont dès à présent en vente au **Libertaire**.

Nous rappelons que le prix de ces carnets est de trente-cinq francs, soit cinq fr. la place au lieu de six francs. De plus, chaque carnet donne droit à un abonnement de trois mois au **Libertaire**.

La salle ne contenant que six cents places nous invitons les camarades désireux d'être assis à ne pas arriver en retard. Les spectacles commenceront toujours à l'heure indiquée au programme.

Jusqu'à cette heure, mais pas plus tard, une place assise sera réservée aux détenteurs de carnets d'abonnement.

P. S. — La lettre du camarade pianiste m'avant écrit s'étant trouvée égarée, je le prie de bien vouloir m'envoyer son adresse à nouveau. Je m'excuse et le remercie à l'avance.

H. G.

Attention aux fausses nouvelles

L'Humanité du 30 septembre publie le communiqué suivant que nous reproduisons intégralement :

Le 17 septembre, nous avons publié, sous toutes réserves, une dépêche d'agence parlant de violences que des anarchistes auraient commises à Puigcerda envers des communistes.

Dans un document signé par les représentants du Parti communiste, de la C.N.T. et le F.A.I., du Parti socialiste et de l'U.G.T., des républicains de gauche et du syndicat du bâtiment, les antifascistes de Puigcerda nous déclarent que l'information en question était un vil mensonge.

Avec grand plaisir nous reproduisons la déclaration de nos amis, déclaration qui fait preuve de l'union étroite des forces populaires qui luttent en Espagne et en Catalogne pour la République, pour la liberté et pour la paix européenne :

« Dans le comité antifasciste qui dirige la ville de Puigcerda, il y a des anarchistes, des communistes, des socialistes et républicains de gauche. Tous, absolument tous, nous marchons coude à coude, d'accord en tout pour maintenir, conserver et renforcer notre victoire contre le fascisme. »

Nous remercions notre confrère d'avoir passé cette rectification qui lui vient de source plus sûre que l'information du 17 septembre.

Nous lui conseillons aussi de se méfier des « vils mensonges » d'agences qui obligent les antifascistes espagnols à rappeler à plus de prudence l'organe des communistes français.

Une information demandée à être vérifiée et on ne jette pas, même sous toutes réserves, le crédit sur une organisation ouvrière.

Nous demandons aux lecteurs de l'Humanité de faire toutes réserves au sujet des informations attaquant les anarchistes et les syndicalistes espagnols.

GROUPE D'ERMONT

GRAND MEETING

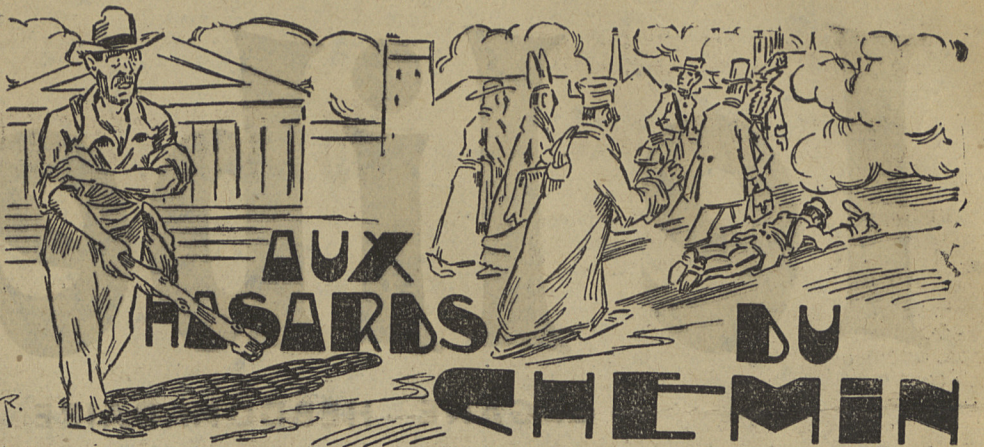
Samedi 10 octobre, à 21 h.

Salle Pruvost, Tabac,

86, rue du Gros-Noyer, à Ermont

Les événements d'Espagne

Orateurs : FREMONT, RINGEAS, DOUTREAU.



Les risques du métier

Les héros et les martyrs sont chose assez rare dans la « noble corporation du journalisme », aussi le moindre événement est-il immédiatement monté en épingle et claironné à des fins publicitaires par les tenants de la profession. De même que l'apprenti cavalier pour une molle chute dans la sciure du manège étale complaisamment devant l'auditoire les risques de l'équitation, les plumeux de toute essence renchérissent à qui mieux mieux sur les dangers de leur carrière.

Sans parler des rédacteurs provinciaux de dix-huitième ordre, tel cet informateur « aux chiens écorchés » à Orléans qui dernièrement écrivait sans rire dans le *Journal du Loiret*, à propos de ma menace de gifler à Clément Vautel et la mutant pour la circonstance en risque de mort : « Nous avons tous reçu un beau matin dans notre courrier une lettre nous prédisant une fin prochaine, etc... » il est plaisant de constater combien habilement fut exploité par la gent journalistique l'accident de travail qui coûta la vie à Guy de Traversay.

Dès le lendemain, tous les envoyés spéciaux et reporters qui enquêtèrent en Espagne narraient à leur public crédule et compatissant de quelle façon ils avaient échappé à la mort en rédigeant leur dernier papier et leurs commentaires sur les belligérants étaient entrecoupés du récit des dangers qu'ils avaient affrontés. « Des balles sifflaient à nos oreilles », déclaraient-ils avec un sérieux impressionnant. Et quoique resté à une distance assez respectable de la portée des armes à feu, Latzarus-Gallus, l'historien tricolore de la presse parisienne, décrivait avec emphase dans un leader du *Journal* la « Servitude et Grandeur du Journalisme ».

Peut-être ne serait-il pas inutile de remettre les choses au point et de faire remarquer à ce cisteur outrecoeurant dressé en champion de l'héroïsme-plumitif que si des corporations telles que les couvreurs, les mineurs ou les mécaniciens de locomotive menaient un tel bruit chaque fois qu'un de leurs membres meurt victime de sa profession, ça ferait un assez joli vacarme.

Car il nous suffit de savoir que messieurs les journalistes, usent de leur prérogative d'observateurs soi-disant impartiaux et peuvent contempler avec le même œil froid et sans que leur conscience manifeste ou s'insurge les atrocités les plus terrifiantes et les dénis de justice, les plus flagrants. Un seul point de vue, un seul parti, celui du torchon qui les paie à grands renforts de fonds secrets et il n'est pour s'en convaincre que de se souvenir l'attitude des folliculaires pendant la guerre. Ceux qui écrivaient : « le rouleau russe » et « les Cosaques à cinq étapes de Berlin » et la « tartine de confitures », n'ont jamais fait partie du « compresseur », ne sont allés à Berlin qu'après l'armistice et n'ont pas fait le plus petit prisonnier avec la moindre tartine.

Aussi conçoit-on que Latzarus-Gallus qui prêche depuis des années la haine héréditaire et s'emploie de toute la force de sa syntaxe douteuse à ranimer les brandons de discorde entre la France et l'Allemagne sans avoir jamais payé de sa personne saute à pieds joints sur l'occasion de prouver aux gens mal intentionnés que tout n'est pas rose dans la « Grande Presse » et que le journaliste ne risque pas que la peau des autres.

De même que le général gagne sa « croix des braves » avec la carcasse des soldats par ses ordres décadents, M. Latzarus-Gallus prétend utiliser la dépouille de l'infortuné reporter trucidé par les « patriotes » espagnols et faire jaillir sur sa propre personne les lauriers du martyre et les épithètes de l'héroïsme. Tout beau! Que M. Latzarus-Gallus disperse aux quatre vents sa médiocrité et rende publique par le truchement des grands quotidiens où il prolifère le spectacle hilarant de son imbécillité doctorale et de son gâtisme prématuré, qu'importe. Tout au plus s'il se montrait certain jour trop arrogant, nous serait-il permis de le rappeler à plus de discrétion dans la sottise par la menace d'un traitement analogue à celui promis à Clément Vautel, son digne frère en pitié.

Pour le reste et sous réserve qu'il ne dépasse pas certaine mesure, nous lui permettons de continuer à pontifier dans le lieu commun et à officier dans la banalité avec la même gravité comique.

Pour nous qui lisons les réflexions de Gallus sur la question sociale avec le même esprit que nous regardons le clown au cirque casser les assiettes avec onction, nous nous en voudrions de priver tous les crépuscules du droit de barbouiller du papier blanc et au nom de la sacro-sainte liberté, nous reconnaissons aux dix crépuscules la possibilité de se produire, à la condition que leurs élocutions entretiennent en nous une suffisante hilarité. Avouons qu'en ce domaine M. Latzarus-Gallus nous satisfait pleinement.

Il est tout simplement burlesque. Mais de là à tolérer sans y mettre le hola que le geai se pare des mérites de l'aigle et que les polichinelles de la chose imprimée posent aux héros, il y a de la marge. Car quoiqu'il en dise quant aux dangers qu'il court dans l'exercice de sa profession, nous constatons tout de même que M. Latzarus-Gallus, après avoir prêché à outrance la guerre du Droit, multiplie par la suite les provocations à l'Allemagne, vomit sur tout ce qui pouvait ressembler à un rapprochement des peuples et excité perpétuellement la rancune chauvine a doublé allègrement le cap de la sointaine et à l'âge où l'ouvrier tourneur et le manoeuvre se voient refuser tout travail à cause de leur force physique déclinante, continue à pondre à bon prix sa quotidienne tartine de sophismes.

Le fauteuil d'où chaque jour il accouche

péniblement des dix lignes dont s'orne la première page de l'*Intran* et qui ne semblent avoir d'autre but que d'indiquer aux esprits critiques la limite extrême de la sottise bien française et la quintessence du ridicule, est encore pour le moment un siège assez confortable et relativement sûr.

Nous disons bien « pour le moment », car il est bien évident que le jour où les provocations felleuses des Gallus de tout acabit auront déterminé une nouvelle explosion, la carcasse de ces derniers vaudra beaucoup moins cher sur le marché.

Car je ne pense pas que les « jeunes » placés par la stupidité et le sadisme des fossiles revanchards qui font et défont l'opinion devant le tragique dilemme d'abandonner leurs affections pour désertir ou d'accepter par force le rôle d'assassins que leur aura dévolu la caste militaire tolérante que M. Latzarus-Gallus continue à marquer les points et rédige les communiqués.

M. Latzarus-Gallus prêche quotidiennement la guerre et l'amour de la patrie parce qu'il a soixante ans et que, comme on dit communément, « il n'est plus dans le coup ».

Qu'il prenne garde. Parmi ces jeunes dont il fait si bon marché, il pourrait bien s'en trouver qui, le moment venu, saurait l'y remettre à son corps défendant.

Maurice DOUTREAU.

FAIRE PAYER LES RICHES

On ne peut nier à cette formule une signification et une résonance prolétariennes. Mais lorsqu'on recommande une mesure de guerre, il faut en concevoir les responsabilités. Des gens qui osent écrire au nom des pauvres : « La guerre civile c'est la guerre », sont mal qualifiés pour réclamer contre les riches des mesures d'expropriation. Il faut avoir perdu tout sens de la lutte des classes pour penser que les riches se plieront à une expropriation légale sous le couvert d'une nécessité nationale. Les riches manifestent en ce moment leur volonté de faire payer les pauvres par tous les moyens. Le gouvernement Léon Blum, détenteur momentané de la légalité, a capitulé sur tous les fronts. La légalité est intenable pour un « gouvernement ouvrier », parce qu'elle n'est pas un outil à la disposition de tous, mais le moule de la bourgeoisie.

Il faut faire payer les riches. Mais il ne faut pas en négliger les moyens. Seule la Révolution prolétarienne donnera aux pauvres le pouvoir de faire payer les riches.

L'ARRESTATION DE RADEK

Au moment du « procès » de Moscou et de exécutions qui l'ont suivi, nous avons signalé ici même l'étrange attitude de Radek, lui-même soupçonné de trotskisme par antériorité. L'ancien rédacteur en chef de la *Pravda* avait commis un singulier article où, tout en crachant ignominieusement contre ses anciens amis, il énumérait avec une complaisance insolite les principaux griefs formulés contre le régime stalinien par l'opposition.

Aujourd'hui, Radek est en passe de subir le même sort que ceux qu'il outrageait si basement il y a un mois. Qui l'en plaindrait ?

En faveur de nos camarades détenus en U. R. S. S.

Les délégués des milices antifascistes qui sont venus à l'appel de l'Union Anarchiste, parler au meeting de samedi, ont pris l'excellente initiative d'envoyer au gouvernement russe un télégramme demandant que nos frères de Russie emprisonnés par Staline, puissent venir en Espagne se joindre à la bataille antifasciste, bataille que le gouvernement russe prétend soutenir... au moins moralement. Voici ce télégramme :

ZIK, STALINE, MOSCOU, U.R.S.S.

Délégués Milices Antifascistes Front Aragon demande gouvernement russe accord facilités départ pour Espagne révolutionnaire des vaillants luteurs Francisco Ghezzi, Otello Gaggi et Herman Sandomirski. Espère leur départ immédiat.

Délégué de la Colonne à Caspe Joaquim Ascaso.

Délégués de la Colonne Durruti Emilienne Morin-Durruti.

Délégués de la presse C.N.T. à Valence Alfonso de Miguel.

L'arrestation de Fortin et la liberté individuelle

Nous informons les camarades que Fernand Fortin, de la Revue *Anarchiste*, fut brusquement arrêté, récemment, pour un très vieux délit de presse grandement amnistié. Il devait être relâché quelques jours tard.

Erreur, paraît-il. Mais — chose curieuse — les fascistes ne sont jamais l'objet de telles erreurs !

En attendant, on profite pour faire passer Fortin à l'anthropométrie la plus minutieuse et la plus moderne.

Une plainte vient d'être adressée au Garde des Sceaux, ne serait-ce que pour découvrir les responsables de cette arrestation arbitraire. Car les dirigeants peuvent changer : le personnel, demeure même s'il est fasciste.

Nous tiendrons les camarades au courant et nous pensons que les organes sympathisants utiliseront au mieux cette information : elle intéresse chacun de nous, car de tels procédés peuvent se renouveler demain pour d'autres.

Des Amis de la « Revue Anarchiste »

Le nouveau conseil de la Généralité

La semaine passée a vu se produire en Catalogne un événement politique important. Trois de nos camarades de la C.N.T. ont accepté de faire partie du nouveau conseil de la généralité. Ce sont les camarades Juan J. Domenech, pour les approvisionnements ; Juan E. Fabregas, pour l'Economie ; Antonio Garcia Visca, pour la Santé et l'Assistance sociale.

On sait qu'en dehors du pouvoir politique, la C.N.T. a le contrôle effectif de la vie économique et sociale en Catalogne dans une proportion qu'il n'est pas exagéré d'évaluer à 70 %.

Il faut se garder de croire que par ce geste important la C.N.T. a renoncé à sa position traditionnelle.

Il ne s'agit pas là d'une participation à un gouvernement classique soumis aux délibérations d'assemblées parlantes traditionnelles.

Il ne faut pas perdre de vue qu'en Catalogne ce sont les organisations syndicales — et on sait dans quelles mesures celles de la C.N.T. sont prépondérantes — qui ont le contrôle effectif de la vie politique. Dans ces conditions et vu la gravité de la situation du point de vue de la défense antifasciste et de la reconstruction économique du pays, il était normal que la C.N.T. assumât, au moins pour une part, la responsabilité de la direction politique des affaires publiques. Son absence dans les conseils de la généralité la mettait d'autre part dans une situation défavorisée par rapport aux partis politiques.

La nouvelle structure sociale de la Catalogne exigeait que l'organisation syndicale la plus importante moralement et matériellement put agir dans le domaine politique sur un pied de stricte égalité avec les partis politiques.

Pourquoi Tolède est tombé

La prise de Tolède, pour regrettable qu'elle soit, ne doit pas nous faire incliner à un pessimisme outrancier. Madrid voit s'écrouler un de ses bastions avancés. C'est vrai. Mais cette chute était prévisible. Les raisons nous en sont données par Radio-La Corogne elle-même : 1.000 fusils, 4 camions blindés, 2 canons antiaériens, 4 mitrailleuses, 25 motocyckettes, une ambulance automobile, voilà le butin saisi par les fascistes vainqueurs. Il suffit de rapprocher la maigreur de ces chiffres du fait que cet armement était détenu par des miliciens qui pris entre deux feux furent exterminés au nombre de 900. Donc, si un groupe de mille hommes était doté des engins énumérés par les défenseurs de Tolède (5.000 hommes habitant la ville, et 6.000 venus de Madrid) comprenant 12 canons antiaériens, 24 mitrailleuses, comment résister aux colonnes bien outillées, dirigées par des « techniciens » de la guerre, tels ce capitaine Tieden, nationaliste allemand, qui pénétra dans la ville à la tête d'une bandera du Tercio ?

La retraite était inévitable. Elle s'effectuait en bon ordre grâce à l'héroïsme d'un groupe de miliciens qui pris entre deux feux, continuèrent la lutte à mètres par mètre et maison par maison, jusqu'à la porte de Bisagra. L'artillerie rebelle appuyait puissamment l'infanterie. L'artillerie des gouvernements fut inexistante. Les pertes des gouvernements furent de 900 tués. Beaucoup de femmes se trouvaient parmi eux. (Le Temps).

Tout ceci démontre amplement la faiblesse des armements et moyens de défense des gouvernements. Les milices se replient et s'apprennent à défendre Madrid qui dispose de plus de ressources. D'autre part, la colonne Mangada pousse une pointe dans le flanc de l'ennemi fasciste, à Talavera de la Reina, ce qui constitue une hermine dangereuse sur le front de Franco.

Après Charleroi, militairement parlant, Paris devait tomber devant von Kluck. Une déviation à l'est de la 4^e armée allemande, une initiative hardie et contraire à la traditionnelle doctrine militaire qui défend de dégarnir une place de ses défenseurs, les taxis qui déversent des troupes sur la Marne, von Kluck est battu, Paris dégagé. Ceci simplement pour rappeler que la guerre comporte une grande part d'inconnues souvent redoutables, mais quelquefois heureuses.

A. MADIN.

CE QU'ILS VEULENT



de la « Fragua Social », de Valence

LES ONDES LIBERTAIRES A BARCELONE

Un anarchiste français parle aux travailleurs

La semaine passée, notre ami Lashortes a C.N.T. à Barcelone le discours dont nous extrayons les passages suivants au nom de l'Union anarchiste.

Amis français qui êtes à l'écoute, c'est un Français qui vous parle. Il n'a pas l'intention de mentir pour vous extorquer votre sympathie. Il ne veut vous dire que la vérité sur ce qu'il a vu depuis qu'il est en Espagne afin que vous puissiez juger en connaissance de cause cette révolution espagnole sur laquelle le monde a les yeux fixés.

Vous savez ce qu'était l'Espagne avant la révolution. Quelques centaines de propriétaires fonciers possédaient d'immenses domaines sur lesquels vivait une masse de paysans affamés. Dans les villes, surtout à Barcelone, un capitalisme hautement évolué, ayant la main sur toute l'industrie et tout le grand commerce espagnols, insolemment campé dans de somptueux édifices, voisinait avec un prolétariat réduit à la plus extrême misère et logé dans d'immenses taudis. Une armée où l'on comptait des milliers de généraux et d'officiers sans troupes, satisfaits de leur inutilité dorée, grassement payés et étalant une morgue insupportable. Une église, enfin, ayant fait cause commune, non pas avec les humbles mais avec les puissants et prélevant avec apreté sur le travail des hommes de quoi entretenir dans l'oisiveté d'innombrables et opulentes communautés de moines. Telle était l'Espagne où une oligarchie mettait en coupe réglée un peuple réduit à la condition d'esclave.

Lorsqu'on examine objectivement les événements qui marquèrent le début de la révolution, il faut reconnaître immédiatement ce point essentiel à savoir que l'initiative de la lutte n'est pas venue de la classe ouvrière. Ce n'est pas elle qui a pris les armes la première. Ce n'est pas elle qui a pris la responsabilité des massacres. Ses mains sont pures du sang versé. Que celui-ci retombe donc sur les coupables... Reprenons le cours de cette histoire. Le 19 juillet 1936, après l'avoir louement médité et avoir acquis les compétences indispensables, des militaires de coup d'Etat, des généraux traités à leur serment tentèrent de lancer leurs troupes contre le peuple et, brisant avec la légalité, d'établir une dictature. Dans les grandes villes, à Barcelone, à Madrid, à Valence, ils réussirent en les trompant à entraîner leurs hommes et à les engager dans l'aventure sanglante qu'ils rêvaient. Au premier moment, il y eut, du côté du peuple, quelque désarroi. On se battait dans les rues, à armes inégales, à coups de pierres, quelquefois, contre des mitrailleuses bien abritées. Mais très vite la lutte s'organisa. Des militants de la C.N.T. en prirent partout la direction ; leur mépris du danger dans le présent et leur clairvoyance dans le passé firent d'eux tout naturellement des entraîneurs d'hommes. Partout ils firent face à l'ennemi.

Partout la lutte fut dure. Elle coûta la vie aux meilleurs fils du peuple. Partout elle sema la ruine et le désespoir. Mais en dépit de moyens immenses, les factieux furent vaincus : Barcelone, Madrid, Valence, les Asturies restèrent aux mains du prolétariat. Le coup d'Etat avait échoué.

Aujourd'hui, la lutte continue. Les généraux, furieux de leur échec, la veulent atroce. N'est-ce pas l'un d'eux, le sinistre Franco, qui déclarait quelque jour qu'il ferait, s'il le fallait, fusiller la moitié de l'Espagne ? Car leur haine du noble peuple espagnol n'a pas de limites. Pour l'abattre sanglant à leurs pieds, ils sont prêts à tous les crimes, à toutes les infamies et à toutes les impostures. N'ont-ils pas, ces représentants de la civilisation, fait venir du Maroc ce ramassis de bandits, de voleurs, de tuteurs professionnels qu'est le Tercio, la sinistre Bandera, la Légion étrangère espagnole ? N'emploient-ils pas, ces défenseurs de l'Eglise, les « Régulares », mercenaires musulmans, chargés de massacrer très chrétiennement le peuple espagnol, le Croissant venant ainsi, par un ironique renversement de l'histoire, au secours de la Croix ? Vous savez par la lecture de vos journaux, même de ceux et c'est le plus grand nombre qui ont pris le parti des rebelles, comment ceux-ci entendent semer partout la terreur. Dans les territoires qu'ils oc-

cupent ils se livrent à des massacres massifs de militants ouvriers. A Séville, à Saragosse, ils règnent sur des monceaux de cadavres. Leur méthode et celle de leurs troupes sont le vol, l'incendie, l'assassinat des enfants et le viol des femmes. Ils ont ressuscité en plein vingtième siècle l'Espagne inquisitoriale, celle des bûchers et des tortures. Ils veulent anéantir des siècles d'effort humain et de progrès vers la lumière et le bonheur.

Et de l'autre côté que voyons-nous ? Nous voyons des hommes qui luttent pied à pied contre cette barbarie déchaînée. J'ai été le témoin — et ce sera la fierté de toute ma vie — de ce prodigieux effort. Il n'est point de plus beau spectacle que celui d'un peuple luttant pour sa liberté. Chaque jour des colonnes de militants partent vers le front. Regardez : au long des ramblas, sur les boulevards, leur flot coule, puissant et tumultueux. Un drapeau rouge et noir, couleurs de la C.N.T. et de la F.A.I., flotte au-dessus de ces hommes, qui ne sont point des soldats au service de l'impérialisme, qui sont des militants, libres et fiers, combattants de la liberté. A côté d'eux, parfois, quelques amis, une femme, des enfants. En tête l'état-major, mais non point galeonné et paradant : rien d'apparent ne le distingue ; ce sont en cette bleue d'ouvriers des militants syndicalistes, qui n'ont fait que troquer l'outil pour le fusil et qui ne réclament d'autres privilèges qu'une plus lourde responsabilité. A la gare des adieux s'échangeant. Les amis se serrent la main. Une maman est là ne pouvant pas dénouer ses bras qui enserrant le cou de son fils. Des cris : « Salud compañeros ! », salut compagnons !, et le train s'ébranle emportant ces guerriers extraordinaires qui savent enfin pourquoi ils se battent.

Et tandis que les uns luttent, les autres construisent. Ceux-ci ont une autre ambition : ils veulent refaire un monde, effacer les vieilles injustices, répandre le bonheur là où ne régnaient que l'abrutissement et la misère. Déjà ils ont buriné d'un ciseau vigoureux les traits de la Barcelone nouvelle... Point de crispation dans son visage : la ville est animée mais non point farouche. Une activité intense règne aux abords du port et dans les artères principales que parcourent à toute vitesse des automobiles réquisitionnées portant presque toutes les initiales prestigieuses de la C.N.T. et de la F.A.I. Les anciens maîtres ont abandonné la ville, ils se sont enfuis dès le début de la révolution car leur conscience n'était pas tranquille... Qu'à cela ne tienne : les syndicats ont pris leur place et contrôlent toute l'économie. Des coopératives, comme celle des spectacles ; les services publics fonctionnent admirablement. Pour la première fois, en dépit des difficultés qu'on devine, les trains partent à l'heure. Le ravitaillement de toute la Catalogne est parfait. La plupart des entreprises ont retrouvé leur activité. Il faut, en effet, que la production et les échanges ne chôment pas, que le travail continue partout et qu'à l'effort de l'avant réponde celui de l'arrière. Dans cet effort Barcelone a tendu tous les ressorts de sa volonté.

Economie de guerre ?... Soit. Mais tout en faisant face ainsi aux impérieuses nécessités de l'heure, ceux qui ont reçu la mission de conduire la révolution à son terme travaillent à jeter les bases économiques et sociales du monde de demain. Ce monde ne doit point reproduire les tares de l'ancien. Il faut effacer l'injustice, faire régner l'égalité, répandre l'abondance. Programme grandiose mais qui n'effraie pas les pionniers de la C.N.T. Un souffle créateur passe sur cette Espagne endormie depuis des siècles et qui ressuscite soudain à la vie. Il y a là pour un observateur attentif une source d'étonnement et un prodigieux spectacle. L'Espagne nouvelle ne doit plus rester un désert : des techniciens, quelquefois improvisés, se préoccupent de la mettre en valeur, d'exploiter ses richesses naturelles, de multiplier ses fabrications, d'accroître le rendement de son agriculture. L'Espagne nouvelle a l'intention de réussir là où le capitalisme avait échoué.

Mais elle veut s'attacher à une autre besogne car l'homme ne vit pas seulement de pain. A cette Espagne matériellement renouée, il faut une conscience nouvelle. L'ignorance et la superstition dans lesquelles crouissait le peuple des villes et des campagnes doivent à jamais disparaître. C'est là le rôle de cette « école nouvelle unifiée » dont d'éminents pédagogues, des médecins, des administrateurs dressent le plan général. Un enseignement renoué de fond en comble, à la fois technique et rationnel mais toujours largement humain, un harmonieux agencement fondé sur le mérite, en voilà les principales caractéristiques. Elle donnera à l'Espagne de demain les enfants dont elle a besoin, différents mais égaux en droits. Les vraies révolutions sont grosses d'une civilisation plus haute. Celle qui se déroule ici ne fera pas exception. Elle apportera au monde de la bonne nouvelle. En abolissant l'antique loi de l'exploitation de l'homme par l'homme, elle veut constituer la grande communauté humaine des travailleurs librement associés ; elle veut jeter bas tous les vieux privilèges, toutes les fausses hiérarchies, toutes les superstitions absurdes. Elle veut émanciper l'homme.

Ce sont là les tâches de la révolution, tâches grandioses, pour l'exécution desquelles le peuple espagnol est prêt à combattre jusqu'à la mort. Comprendons bien, camarades français, ce que cela signifie. Cela signifie qu'entre l'Espagne populaire et le fascisme, il n'est point de compromis possible. L'une ou l'autre doit l'emporter. Si ce devait être le fascisme, l'Espagne serait de nouveau plongée dans les ténèbres. Une répression impitoyable s'abattrait sur les paysans et les ouvriers coupables d'avoir espéré dans l'avènement de la justice. La grande flamme de la révolution s'éteindrait sous des flots de sang. Si au contraire le prolétariat espagnol triomphe, c'est pour ce pays le début d'une ère prodigieuse de progrès économique et culturel, c'est la perspective magnifique de la renaissance d'un peuple, c'est un espoir

nouveau qui se lève dans le monde. Telle est l'alternative.

Disons-nous, dans ces conditions, que nous n'avons pas à choisir ? Affirmons-nous au nom de je ne sais quel nationalisme que ceci ne nous regarde pas ? Je vous le demande, amis français, pensez-vous que vous n'avez pas à choisir entre les assassins et les victimes ? Entre les oppresseurs et les opprimés ? Entre une mafia de brigands, d'incendiaires et le courageux peuple espagnol ? Entre la barbarie et la civilisation ?

Et si votre conscience restait muette, à son défaut, votre intérêt ne vous dicte-t-il pas votre conduite ? Prenez garde ! Le fascisme n'entend pas limiter ses progrès. Après avoir conquis l'Italie et l'Allemagne, pensez-vous qu'un nouveau succès en Espagne satisfierait son appétit ? Ce serait là une lourde erreur. Sans aucun doute, alors, la France, entourée de pays fascistes, verrait-elle aussi le déclenchement d'une guerre civile. N'avons-nous pas, nous-mêmes, nos apprentis dictateurs qui rêvent d'assassiner la république ? Et ne voit-on pas combien le succès du fascisme en Espagne encouragerait leurs monstrueux espoirs ?

Voilà pourquoi les travailleurs de France ne peuvent rester neutres. Il faut qu'ils comprennent que de la lutte menée par leurs frères espagnols dépend leur propre sort et celui de leurs enfants. Leur devoir le plus évident est de les aider à vaincre. Ce devoir, ils ne peuvent songer à l'esquiver en dépit des conventions de neutralité signées par leur gouvernement. Soyons catégoriques. Nous ne nous étions pas de l'attitude de neutralité du gouvernement Blum et ce n'est pas nous qui réclamerons autre chose de lui. Mais une chose est la politique d'un gouvernement, autre chose celle de la classe ouvrière. Depuis quand celle-ci doit-elle compter sur des ministres bourgeois pour prendre à sa place ses propres responsabilités ? Que le gouvernement français se débâte derrière des arguties juridiques, soit ! Mais le prolétariat a d'autres devoirs et d'autres motifs d'agir.

Sans doute cette action pose-t-elle de redoutables problèmes. Il est nécessaire, dans un monde où les conflits impérialistes deviennent de plus en plus aigus, de ne rien faire qui puisse provoquer une guerre entre les peuples. Une pareille guerre n'est-elle pas, d'ailleurs, la suprême pensée du capitalisme aux abois ? N'est-ce pas le même général Franco qui déclarait qu'au besoin, s'il se voyait acculé à la défaite, il ferait naître un incident international dont la guerre sortirait ? C'est donc là l'autre péril. Il faut que chacun en prenne une claire conscience dans un moment où les excitations chauvines se font de plus en plus violentes. De quelque manière qu'on l'appelle, en effet, et prit-elle l'apparence d'une croisade de la démocratie contre le fascisme, une guerre internationale est toujours une défaite du prolétariat et ce n'est donc pas nous qui rêvons, pour reprendre en l'inversant une formule fameuse, de transformer la guerre civile d'Espagne en une guerre impérialiste qui verrait la liquidation de toutes nos conquêtes et de tous nos espoirs.

Mais ceci étant posé, nous devons affirmer que le prolétariat français n'acceptera jamais, quant à lui, de demeurer « au-dessus de la mêlée ». Il ne séparera pas ces deux devoirs qui sont le maintien de la paix entre les peuples et le soutien actif des révolutionnaires espagnols. Par tous les moyens, il entend faire cause commune avec ceux-ci et leur apporter, que le gouvernement le veuille ou non, les armes, les avions, les munitions qui leur manquent. Il n'est point d'autre solution. La classe ouvrière de France ne peut tolérer plus longtemps une neutralité à sens unique qui permet aux rebelles de se ravitailler abondamment et qui asphyxie le vaillant peuple espagnol. Il convient donc — je voudrais en convaincre ici tous les Français qui m'écoutent — non point de réclamer du gouvernement qu'il revise la convention de non-ingérence qu'il a fait signer aux gouvernements étrangers car cette revision est une utopie dangereuse, mais de montrer aux travailleurs de notre pays qu'ils doivent faire eux-mêmes leurs propres affaires, se substituer à leurs ministres défaillants et apporter leur secours au prolétariat d'Espagne. Le temps presse. Il faut agir. Que les partis politiques imitent l'Union anarchiste française, que les syndicats, que la C.G.T. fassent leur devoir, qu'ils affirment ainsi, selon le mot de Proudhon, « la capacité politique de la classe ouvrière », que partout s'organisent des comités de secours au peuple espagnol qui ne peut rester désarmé devant ses assassins et qu'ainsi le pur flambeau de la révolution ne soit pas éteint sous la botte du fascisme.

Comment les fascistes prirent Saragosse

Un bon camarade qui a réussi à passer de Saragosse dans les lignes antifascistes a bien voulu accorder à *Libertaire* l'interview que nos lecteurs liront avec intérêt. Les renseignements fournis par Roberto précisent les conditions grâce auxquelles le sinistre Cabanellas pu se rendre maître de la grande ville de Saragosse. Voici les déclarations recueillies de la bouche d'un témoin oculaire :

« Depuis plusieurs jours les militants de la C. N. T. et de la F. A. I. s'attendaient au soulèvement militaire.

Les autorités refusent de mettre le peuple en état de défense

Le vendredi 18 juillet une commission de l'U. G. T. et de la C. N. T. se rend près du gouverneur de Saragosse pour attirer son attention sur l'activité de Franco au Maroc et sur l'urgence qu'il y avait à distribuer les armes au peuple par l'intermédiaire des syndicats. Le gouverneur promet. Le samedi 19 juillet un plenum de la C. N. T. décide d'exiger la remise immédiate des armes. Le gouverneur promet formellement d'accéder à cette mise en demeure et à l'annonce de cette nouvelle le peuple de Saragosse descend dans la rue pour manifester sa joie, mais entre 11 h et minuit au lieu d'une distribution d'armes, il est procédé à l'arrestation de nombreux militants porteurs de revolvers.

A 1 heure du matin, le dimanche 20 juillet, 20.000 hommes descendent alors dans la rue pour prendre les armes par la force.

A 1 h. 30, le Comité révolutionnaire (U. G. T., C. N. T., F. A. I.) donne l'ordre à la foule de se rendre dans les locaux syndicaux dans lesquels la distribution des armes doit avoir lieu, mais à la stupeur générale des détachements de gardes d'assaut assésent les syndicats et procèdent à de nombreuses arrestations.

La lutte aux barricades

Immédiatement les barricades se dressent. Avec quelques fusils en mains les compagnons s'emparent des points principaux de la ville. Le lundi 21 juillet, au matin, gardes d'assaut, militaires et fascistes attaquent les barricades au moyen de bombes à main.

Leur triomphe est facile puisque nous n'avons pas de munitions.

Trois jours après, à l'appel de Garcia Oliver (appel adressé par T. S. F.), les barricades se dressent à nouveau et alors se déroule une lutte sauvage. Les fascistes assassinent femmes, enfants et fusillent à une cadence incroyable.

Le gouverneur de Saragosse, Vera Coronel, membre de la Izquierda, avait refusé les armes au peuple et malgré cette attitude les fascistes procèdent à son arrestation pour le transférer à Pampelune.

Le gouverneur devait être en accord avec les bourreaux fascistes. Pendant une semaine, la grève est générale à Saragosse.

Choisir entre le travail et le cimetière

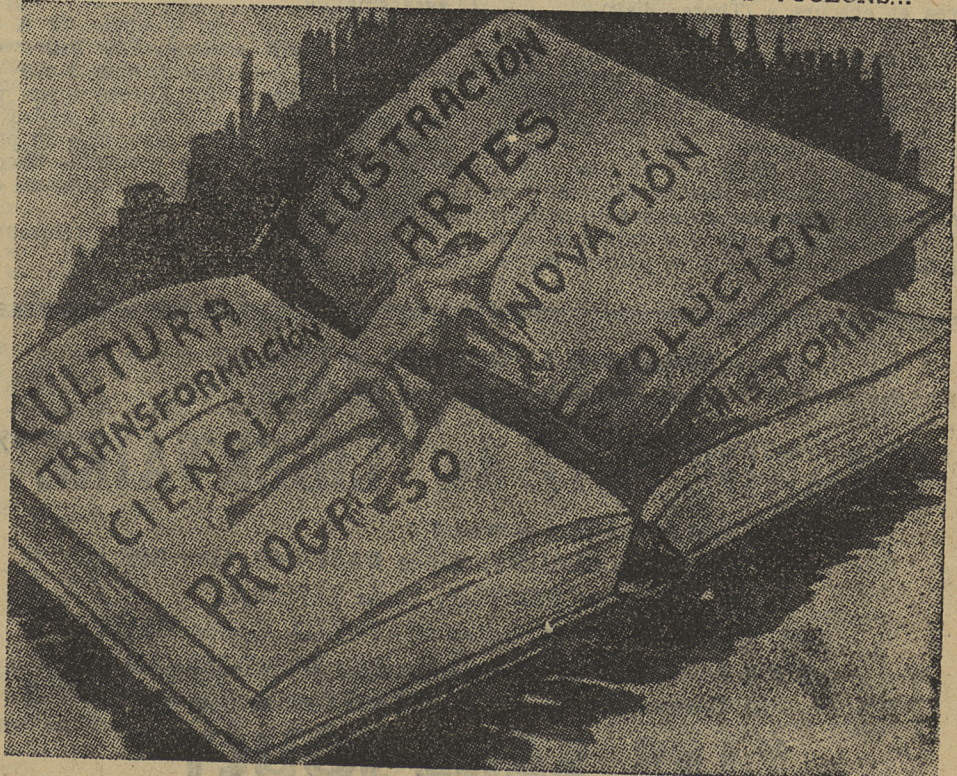
Pour mater le mouvement, le général Cabanellas fait annoncer que les ouvriers DEVONT CHOISIR ENTRE LE TRAVAIL OU LE CIMETIERE et c'est alors la plus sanglante des tueries. L'armée régulière et les requetes carlistes assésent à tour de bras. C'est la terreur ! Un exemple de sauvagerie entre tant d'autres :

« Un membre de la C. N. T. est fusillé, après lui on se débarrasse du père, de la mère et les assassins fascistes jettent les enfants à la rue en avertissant les voisins qu'ils seraient fusillés s'ils s'avaient de recueillir et de nourrir les enfants. Des cas comme celui-là, nous pourrions en citer PAR CENTAINES.

Pendant 15 jours, à Saragosse, on a fusillé au moins cent personnes quotidiennement, mais malgré ces crimes, le prolétariat de Saragosse reste rebelle et ne sera jamais lâche. Pour asseoir sa domination, Cabanellas devrait fusiller les trois-quarts de la population.

Le camarade échappé de l'enfer de Saragosse nous parle alors de Zenon Canodo et de Joaquin Aznar, militants de la C.N.T., tombés sous les balles du peloton d'exécution et il nous demande, ainsi qu'aux anarchistes de France, de faire connaître les atrocités fascistes et d'aider le peuple d'Espagne à vaincre.

CE QUE NOUS VOULONS...



Le prolétariat espagnol tournera la page sociale de l'histoire de la « Fragua Social », de Valence

Dévaluation, partis et classes

En 1925, Kautsky présentait ainsi la dévaluation : « Bien loin d'être une mesure socialiste, disait-il, c'est un impôt levé sur la population au profit de l'Etat et des spéculateurs. »

La première conséquence de la dévaluation est, en effet, d'ouvrir à l'Etat un crédit correspondant au rapport de l'encaisse-or avec le taux de dévaluation. Ainsi une dévaluation de 30 % portant sur cinquante milliards d'or laissera au Trésor français une plus-value de 15 milliards. Sur ces quinze milliards dix seront immobilisés par la nécessité de garantir la monnaie sur le marché international. A cet effet, un Office d'égalisation des changes sera créé, une grosse part de la plus-value. Les cinq autres milliards serviront au remboursement des facilités de trésorerie accordées par la Banque de France.

L'Etat est donc bien le profiteur direct de la dévaluation. « Nous venons d'assister à une socialisation du franc jusqu'à concurrence de 25 à 35 % », s'écria lundi un député à la tribune de la Chambre. Le gouvernement s'est ouvert par la force un crédit que lui refusait la confiance publique. L'opération s'est déroulée avec promptitude, dans une atmosphère de calme. Les partisans assuraient au gouvernement le concours de leur sympathie active, les adversaires le secours de leur passivité. Dans les sphères où l'opération fut accueillie avec réserve, on manque singulièrement de base de critique pour attaquer l'expérience.

L'autre profiteur de la dévaluation est le spéculateur, dit Kautsky. Le gouvernement a pris par avance des mesures contre ceux qui n'ont pas compris encore que l'escroquerie à la monnaie n'est pas l'affaire de quelques-uns mais d'un seul. Le gouvernement annonce la réquisition de l'or au prix actuel, la dénonciation des opérations à terme, et des mesures de surveillance spéciale contre les fauteurs de vie chère.

En théorie du moins, le spéculateur n'y gagnera rien, mais qui donc va y perdre ? La population, dit Kautsky. — Mais qu'est-ce donc que la population ? — Un ensemble de classes échelonnées de la misère la plus profonde à la fortune la plus assurée, dont les intérêts sont dressés dans une lutte sans fin, dont les pensées sont de destruction réciproque, dont la simple énonciation est tout un programme de bataille.

Aucune mesure gouvernementale ne frappe indistinctement le peuple. Mais qui donc doit frapper une mesure émanant de personnalités socialistes ? Le riche penserez-vous ? Mais le riche est à l'abri de toute chose. Le riche ne craint pas le gouvernement. Le gouvernement est sa chose et le ministre appartient au gouvernement. Au gouvernement, il n'est plus de socialistes, de radicaux, de libéraux. Il n'est plus que des serviteurs incohérents du capital. Le riche passe à travers la dévaluation comme à travers la guerre. Tout ce qui n'émane pas du prolétariat se fait avec la permission et sous la pression des riches.

Le haut capital souffrait d'un effondrement des prix de gros consécutif à la crise.

Les contingents, les barrières douanières ne parvenaient plus à renflouer la base du capital. Les crédits de l'Etat suivant le canal unique de la guerre, laissaient à sec tout le champ de l'économie nationale. La compression des frais de production se trouvait à chaque moment bouleversée par la volonté revendicatrice des travailleurs. L'abaissement du taux de bénéfice ne se trouvait plus compensé par la masse du profit. La méfiance des classes petites-bourgeoises, la rapacité du capital financier rendaient difficiles les crédits. Le niveau élevé des prix interdisait l'exportation.

Paul Reynaud fut longtemps l'apôtre éclairé de cette classe d'industriels qui n'ont ni foi, ni patrie, ni respect pour quelque symbole d'aucune sorte. La Banque de France, bastion du capitalisme féodal, s'opposa plusieurs fois à la volonté du capital industriel qui avait lui, intérêt direct au nivellement des prix internationaux, à l'abaissement du loyer de l'argent, à toutes les mesures qui soustraient le capitalisme d'aventure à la surveillance du capitalisme féodal.

La dévaluation arrache en quelque sorte le débiteur à l'emprise de son créancier. Le capitalisme ne peut donc accueillir l'expérience d'une même voix. Tout ce qui est banque de dépôt, usurier, prêteur, rentier, racaille d'argent se lamente. Ce qui est banque d'affaires, bazars gorgés de stocks, pourris de dettes et sans clients, hôteliers, commerçants, débiteurs de toute sorte se réjouit.

Chaque clan se charge des méfaits et cherche à tirer à soi les bénéfices. Le débiteur réclame la liberté de l'expérience. Le créancier en réclame la surveillance et l'aide éclairée de l'Etat. Tout ce qui gémait au basque du banquier, du retraité, du rentier formule sa critique et présente ses restrictions. Tout ce qui est patron réclame qu'on laisse faire l'expérience. Le parti socialiste approuve la politique de ses chefs non parce que la politique est socialiste mais parce que les hommes qui la font sont ses chefs. Entre deux lamentations sur les petits profits, le parti communiste se penche sur la nouvelle grande misère du prolétariat. Le parti radical qui est généralement pour le patron comme pour l'ouvrier demande que les restrictions soient si nombreuses et si complexes qu'elles touchent finalement à la liberté pure et simple.

Quels sont en quelques mots les résultats pratiques de l'expérience ?

Ils peuvent se résumer ainsi : L'or rassuré ou forcé rentre dans les caisses de l'Etat. Les capitaux exportés ou thésaurisés par la crainte reprendront le chemin des entreprises privées et du Trésor. Les rentes connaîtront une marche ascendante, déterminant une baisse du loyer de l'argent. Le volume des affaires permettra une décharge fiscale qui doit compenser normalement une hausse massive des prix de gros. Le capitalisme va connaître quelques mois de vie factice. Quel sera dans ce bouillonnement, la situation et le comportement des classes ?

LUC DAURAT.

(A suivre)

Le procès de Moscou et sa répercussion dans la presse

Les 16 exécutions de Moscou, les arrestations et les rafles monstres pratiquées à travers tout le territoire de l'Union Soviétique ont fait réfléchir bon nombre de publicistes et de journalistes, dont certains « amis de l'U. R. S. S. ». C'est ainsi que le Docteur Toulouse, dont les sympathies pour le bolchevisme furent grandes, écrit un article dénonçant dans l'« Œuvre », article qu'il conclut en se demandant si toute réflexion faite, la servitude et le mensonge capitalistes en régime démocratique ne sont pas préférables au système totalitaire soviétique que, par ailleurs, il compare aux régimes hitlériens et mussoliniens. Dans le journal « La Lumière », organe du Front Populaire et dont la tendance se rapproche beaucoup de celle des nationaux-communistes, on « regrette » vivement les services du Guepéou, on ne croit pas à la culpabilité des victimes de Staline, mais on se garde bien de tirer une conclusion sur le régime stalinien : il ne faut pas être trop dur pour les alliés, le jour prochain de l'Union sacrée on aura besoin d'eux. Nous ne reviendrons pas sur des articles publiés au sujet des exécutions dans le « Populaire », nos lecteurs les connaissent.

Il faut par contre signaler le mutisme de cet important hebdomadaire politique et littéraire qui s'intitule « Vendredi » et dont l'« indépendance » est copieusement arrosée par le milliardaire dévaluationniste Raymond Patenôtre et par la caisse du P. C., le « grand parti des militants pauvres et obscurs » (Thorez dixit).

Quant au « Canard Enchaîné », son silence au sujet de l'assassinat des vieux bolcheviques s'explique par un simple oubli, ce même oubli sans doute qui fait que l'on évite d'attaquer certaine grande feuille fasciste. Il y aurait à faire dans le genre et le style du « Canard », un beau papier sur « Les histoires que ne racontent pas les collaborateurs du « Canard enchaîné ». Il est dommage que les militants communistes ne lisent pas le journal du fas-

ciste Gustave Hervé, ils auraient constaté qu'il est dans la ligne. Il « comprend et approuve » les exécutions, mieux il s'en réjouit et constate que l'U.R.S.S. liquide les trublions et s'achemine vers le nationalisme. Même son de cloche dans la presse fasciste d'Italie qui applaudit M. Staline. Nous nous en voudrions de ne pas citer un extrait d'un article sur le drame de Moscou paru dans la revue « Esprit ». Rappelons que « Esprit » est une revue où collaborent de jeunes écrivains « Front populaire ». Il faut ajouter que c'est une revue vraiment indépendante et propre.

Voilà ce qu'écrit le comité de rédaction d'« Esprit » en post-scriptum à un article de V. Serge :

« Il faut choisir : ou la révolution russe est encore en période de guerre au bout de vingt ans et c'est un aveu sur la prétendue popularité du régime, ou elle est profondément enracinée et l'exécution de Moscou est l'acte gratuit d'une dictature. Quelle différence avec Matteotti ? »

« Esprit » a toujours donné sa signature aux protestations élevées en faveur des victimes de l'oppression politique d'où qu'en vienne l'initiative. Désormais quand l'initiative viendra du P.C. qui ose se prétendre encore le représentant de la démocratie ouvrière nous lui répondrons : incompétent ! ou plutôt la secte politique stalinienne vient de montrer qu'elle possède une compétence indiscutable : celle de l'assassinat.

Ici nous ne pouvons qu'applaudir à ce réveil de l'esprit critique. Les balles de Moscou sont l'achèvement d'un stade de la révolution russe. En Europe aussi un stade va s'achever, celui qui vit naître et prendre de l'extension le mensonge du prétendu socialisme et de la prétendue liberté de l'U.R.S.S. Fini le dilemme : fascisme ou bolchevisme !

Le prolétariat a le droit de refuser le choix entre les assassins.

UN COUP DE FREIN

(Suite de la 1^{re} page)

Le communiste Hénaff, de la Région parisienne, se joint à lui sous la même forme conditionnelle : « L'occupation des usines ? Nous voulons bien demander à nos camarades d'y renoncer... »

Combien ces hommes sont pris par la hantise d'assurer le « rendement », les uns pour que la société capitaliste puisse encore un peu survivre, eux qui craignent l'au-delà du capitalisme ; les autres pour qu'il y ait une France apte à la « défense nationale », à la guerre à côté du gouvernement russe ; le résultat est le même. Il ne faut pas que la « cadence » ralentisse, il faut volontairement renoncer à l'une des plus réelles conquêtes des mouvements de juin : travailler plus à son aise, lever la tête au-dessus de la machine, être moins brisé en sortant de l'usine. Pas de ça, dit Jouhaux : « Personne ici ne pourrait accepter que l'application de lois sociales aboutisse à une diminution du rendement de l'ouvrier ». Et le communiste Frachon, l'adjoint, d'opiner : « Les ouvriers travailleront en effet, dans ces usines, de manière normale et quelquefois augmenteront leur production ».

La pilule est amère à avaler. Les démagogues habiles le savent : « Par ailleurs, nous ne pouvons pas ne pas apporter aux ouvriers des satisfactions tangibles », dit Frachon. Voyons ces satisfactions tangibles.

« Mais dans les circonstances actuelles, étant donné l'instabilité présente et étant donné l'instabilité future, si l'on ne veut pas que notre économie soit troublée d'une façon constante par des mouvements d'arrêt de travail, il faut que les salaires se transforment selon les transformations de l'index du coût de la vie », propose Jouhaux.

En termes plus clairs, renoncez aux occupations, renoncez aux grèves, laissez-vous ligoter par des conventions solides, et vous aurez l'échelle mobile, un index inpartimental établi et vos salaires grimperont automatiquement.

Autre compensation assurent les dirigeants : vous aurez l'arbitrage : Jouhaux le conçoit comme suit : « Nous avons déclaré que nous étions prêts à accepter et même à réclamer la procédure d'arbitrage. Nous l'avons dit devant les représentants du patronat. Nous leur avons demandé s'ils acceptaient cette procédure de conciliation des pourparlers jusqu'à la solution. Au stade primaire, après discussion directe entre les intéressés, après débat devant la commission paritaire départementale, le conflit serait porté dans la huitaine devant une commission où siègeraient des représentants de la Fédération syndicale et de la Fédération patronale ; puis, le cas échéant, devant une commission composée de représentants des deux Confédérations, patronale et ouvrière, avec dans l'un et l'autre cas, le ministre intéressé ou son représentant. » Frachon, le communiste

« s'est prononcé lui aussi pour l'arbitrage obligatoire ». La chose et le mot sont là. Enfin il fallait bien compenser aussi le renoncement aux occupations d'usine. Jouhaux suggère : « L'usine doit être « neutralisée » en cas de grève, c'est-à-dire que lorsqu'une majorité de travailleurs s'est prononcée pour des revendications et que ces revendications n'ont pas obtenu satisfaction et qu'il s'ensuit un mouvement de grève, l'usine doit être fermée ». Hénaff approuve cette condition posée comme contre-partie à l'abandon de « la grève sur le tas ».

Le problème se trouvera ainsi entièrement transporté sur le terrain de la lutte entre la finlère ouvrière et le coffre-fort patronal. L'issue de la bataille n'est pas difficile à prévoir. Surtout quand celle-ci se déroule dans une ambiance de crise, qu'il est si aisé d'aiguiller les commandes en province ou dans d'autres filiales ; et puis le contrôle de ces fermetures ne reste-t-il pas entre les mains des fonctionnaires gouvernementaux, d'une caste ou le souffle d'air républicain promis par le Front populaire continue à n'être qu'un effluve à peine perceptible.

Que faire après ce coup de frein ? Ne pas l'accepter. Les solutions proposées sont bien trop importantes pour être adoptées ainsi à la va-vite, sans consulter les syndicats. Discipline oui, mais après consultation statutaire. Seul un Congrès pourrait bouleverser ainsi toute la vie et la tradition syndicales.

En attendant comme si de rien n'était, continuons la lutte par les grèves et les occupations ; Sauter et Harlé reste occupé ; la marine fluviale aujourd'hui, demain les cimentiers et maçons du souterrain, agissent sans attendre les fonctionnaires du ministère. Quant aux délégués d'usine qu'ils se souviennent toujours qu'ils sont mandatés par des organisations syndicales ; cela veut dire qu'ils n'ont pas d'ordre à recevoir de fractions politiques ; mais cela signifie aussi qu'ils n'ont pas à piénoter aux commandements quasi-militaires des différents bureaux syndicaux ; ils doivent assurer la transmission, la liaison entre syndiqués du rang et comités supérieurs, qu'ils le fassent en pleine indépendance. En ce cas ils auront la solidarité active de la masse et de ceux qui doivent en être les servants dévoués et vigilants : les ouvriers anarchistes.

L. N.

GRAND MEETING

pour le soutien du Prolétariat espagnol

MERCREDI 7 OCTOBRE, à 20 H. 30

Salle de la Mairie de Bicêtre

Orateurs :

FREMONT, (U. A.)

MONTEIL, (L. I. A. P. S.)

RINGEAS (Jeunes Anarchistes)

MONGLIN, de la « Patrie Humaine »

Retour d'Espagne.

P. ODEON, retour d'Espagne.

SEBASTIEN FAURE

Les J. S. et S.F.I.O. sont particulièrement invités à venir exposer leur point de vue sur l'Espagne.

Un mauvais coup

Pour se survivre — disait à peu près Proudhon — le régime propriétaire est obligé de faire faillite tous les trente ans. Il y a huit ans ce régime a fait une faillite pour se préserver de la révolution qui grondait, engendrée par la misère. La misère, le régime l'a créée, la distille sournoisement et l'étend du prolétariat aux classes moyennes. C'est qu'on ne développe pas les privilèges, le bien-être des castes et des oligarchies sans en faire subir les conséquences au Nombre, à la Masse. La moyenne bourgeoisie a vu son bien-être rongé, avili sans comprendre qu'il était la rançon d'une opulence accrue chez ceux d'en haut. Quant aux salariés ils ont oublié petit à petit le chemin de l'usine, chômeurs forcés ils ne connaissent plus que le chemin du bureau de bienfaisance, de la soupe populaire ou de la prison lorsqu'ils se laissent aller à commettre des larcins pour vivre.

Chacun, pourtant, par ses connaissances manuelles ou intellectuelles, représente un capital, une valeur, des possibilités de création qui étaient un signe de richesse avant que la science permit à la machine de suppléer l'homme. Aujourd'hui, le génie desservit l'homme ; la pléthore de produits et de richesses démolit et tue car la machine, en éliminant le producteur-consommateur, produit, sans consommer, comme cent hommes, comme mille hommes, alors que le Travailleur se surmène, travaille comme un fou quand le chômeur devenu inutile ne consomme même pas normalement comme un homme. Au lieu de répartir travail et production on a créé la crise, les conditions misérables des salaires de famine et ce fut l'éclosion du formidable mouvement de grèves, d'occupation des usines qu'une majorité récemment promue régent du pays par la volonté populaire ne pouvait pas désavouer.

Dans tout gouvernement il y a un politicien. Les socialistes n'ont pas failli à cet axiome, poussés au pouvoir par la volonté populaire ils n'oublient point pour cela que les forces effectives de l'Etat, la haute finance, le gros capitalisme industriel et d'affaires influent fort souvent sur les majorités parlementaires de la Chambre des députés et du Sénat. L'effort se porte sur le Sénat ; les propriétaires auraient eu rapidement la peau du gouvernement des masses si le camarade Salengro n'avait pris, au nom du gouvernement, les engagements formels que l'on sait concernant l'occupation des usines. Un point était acquis permettant aux propriétaires de reprendre fortement du poil de la bête, passant à la menace même non voilée — comme ce fut le cas pour les grèves du textile du Nord où les ouvriers ont été foulés avec la complicité du gouvernement — au cas où les occupations des usines ne cesseraient pas.

La crise économique qui s'étend sur le monde depuis la guerre surtout nous avait appris, par les multiples catastrophes financières qui avaient touché différents pays, que la dévaluation avait des répercussions regrettables, dans la plupart des cas, sur le monde du travail ; le président du Conseil dans un élan généreux (!) sentant le péril déclarait à la Chambre le 6 juin :

« Le pays n'a pas à attendre de nous, ni à redouter de nous que nous courrions, un beau matin, les murs des affiches blanches de la dévaluation, des affiches blanches d'un coup d'Etat monétaire. »

Or, deux mois et demi après, au mépris des promesses les plus solennelles, des engagements les plus formels, un matin froid d'automne, la nouvelle éclate dans une atmosphère propice aux embûches, et au mauvais coup qu'on va accomplir. On se déjoue avec la même insouciance et la même désinvolture qu'on avait affirmé car on sait qu'on crée l'opinion en travaillant chaque matin une clientèle crédule à qui on fait avaler les pires calembredaines.

Qu'on nous comprenne : ici nous ne sommes pas adversaires de la dévaluation car c'est un procédé révolutionnaire, au fond, apte à dégoter du régime les travailleurs qui se rendront compte ainsi, un jour, que l'argent est le moyen qui permet aux parasites, aux propriétaires de trafiquer sur le travail, de s'assurer la meilleure part dans la création des richesses.

Pas d'argent, pas de rémunération, pas d'amortissement et c'en est fini du profit, du parasitisme qui s'intercalait entre le travail et la production, le produit de l'effort humain et le nécessaire à la vie. Ce que nous incrimons c'est le mensonge ; l'affirmation oratoire, officielle que le fait brutal vient démentir ; c'est la démagogie de politiciens sans vergogne ni conscience qui répudient leurs engagements pour conserver le pouvoir.

Car la situation financière actuelle n'est pas une manifestation inopinée. Il y a longtemps que les rentrées d'impôts étaient déficitaires, que le budget n'était pas équilibré, que les besoins sans cesse accrus de l'Etat pour le service d'une dette écrasante et pour la préparation d'une guerre éventuelle nous amenaient à des mesures qui lésent surtout les salariés.

La dévaluation, elle pouvait être faite avec profit il y a trois mois encore. L'on voyait fort bien que les charges de tous ordres de l'Etat allaient croître alors que les rentrées resteraient stationnaires et que le gros capitalisme ne ferait rien pour seconder le Front populaire. A ce moment il y avait 15 milliards d'or de plus dans les coffres, 60 milliards de francs-papier, de quoi financer un programme colossal de grands travaux, de quoi vider d'immenses stocks et lancer la machine économique à nouveau tout en surveillant les prix. On ne l'a pas fait. On a cédé au chantage communiste, on a eu peur de l'opinion, des banques et des cartels industriels. En ayant peur on a trompé et desservi la classe ouvrière.

Mais on nous dit pour atténuer la portée de ce geste antisocial : Nous surveillerons les prix pour les empêcher de monter, nous ferons en sorte que la dévaluation profite à la masse comme le cas s'est produit pour l'Amérique et l'Angleterre. On n'oublie qu'une chose et d'importance : c'est que l'inflation dans ces pays détenteurs de la presque totalité des matières premières est survenue dans une période de dégringolade des prix de gros alors que les marchés absorbaient encore les produits manufacturés, tandis qu'aujourd'hui les marchés sont saturés, les entrepôts regorgent et que depuis plusieurs mois les prix de gros des matières premières que contrôlent l'Angleterre et l'Amérique sont en hausse. La différence de change ne jouera pas car il ne s'agit plus seulement de produi-

re et de vendre mais surtout de consommer, alors que les travailleurs du monde entier en ont perdu les moyens. La misère a trouvé le mur sur lequel elle bute et les expédients monétaires demeureront sans effet tant qu'on aura des entrepôts pleins à craquer et des millions de consommateurs sans ressources.

Les grèves de juin étaient d'ailleurs une manifestation de la misère pour revaloriser des salaires indignes d'un pays civilisé ; l'amélioration fut patente — les gouvernements et les dirigeants syndicaux débordés d'intervenant en fin de compte que pour canaliser un mouvement dans lequel ils n'avaient aucune part de responsabilité.

Conservé des avantages acquis sous le fait d'une poussée populaire impossible à endiguer nécessite une action soutenue avec des objectifs précis pour la sauvegarde des victoires ouvrières. Les travailleurs inorganisés se sont intégrés à l'organisation syndicale, ils ont bien fait, mais l'organisation syndicale apparaît aujourd'hui plus soucieuse d'encaisser des cotisations, de discipliner une masse ignorante syndicalement et de soutenir un gouvernement dit prolétaire, rien que de manifester sa force consciente et consciente parce qu'elle a la possibilité aujourd'hui de se substituer aux forces économiques dirigeantes pour faire fonctionner la machine sociale.

Quant aux gouvernants Front populaire, eux, ils ne veulent déplaire ni aux ouvriers ni aux forces d'argent. Ils tiennent à conserver leur place. Leur opinion sur les occupations d'usines, sur la défense nationale, sur la façon d'arbitrer les conflits comme dans le Nord témoigne de leur faiblesse à se situer socialement et à prendre parti. Le gouvernement a dit qu'il prendrait des mesures pour éviter que les avantages acquis lors des grèves ne soient pas ruinés par la dévaluation. Or, dans le projet élaboré et adopté par la Commission des finances, l'incidence de la dévaluation sur les salaires et les mesures envisagées comme contre-partie par le gouvernement a fait l'objet d'une très longue discussion.

Il en résulte que « (1) l'échelle mobile ne saurait jouer immédiatement que pour les salariés, et encore que si le coût de la vie venait à se chiffrer par l'indice 590, alors qu'il est à l'heure actuelle à 481. »

« Quant aux fonctionnaires, il ne s'agit pas, dans le projet du gouvernement, de leur appliquer l'échelle mobile. Le gouvernement se réserve d'ajuster par décret les traitements au coût de la vie. On a fait remarquer que les traitements des fonctionnaires ont été fixés à leur cours actuel en 1930, à une époque où l'indice du coût de la vie était de 660, et qu'il ne saurait être question de les augmenter que dans le cas où le coût de la vie atteindrait celui d'il y a six ans. »

Donc pour les salariés de l'industrie pas de rajustement tant que la vie n'aura pas monté de 20 pour cent et pour les fonctionnaires pas de rajustement avant une augmentation de plus de 35 %. Les travailleurs ont fait grève pour obtenir des avantages substantiels. Or :

« un tel projet les prive totalement du bénéfice de leur grève ; la dévaluation s'attaque à ceux qui font toujours les frais d'ajustements et de réaménagements » monétaires.

L'échelle mobile ainsi comprise n'est donc pas un danger pour le gros capitalisme et la grosse industrie, elle est au contraire une sauvegarde en fixant une limite aux travailleurs dans leurs revendications, légalisant ainsi leur misère.

Ces propositions ont paru pourtant trop révolutionnaires au Sénat dont le porte-parole M. J. Caillaux disait : « La dévaluation soit, mais rien autour : ni délégitimation de pouvoirs, ni mesures compensatrices exceptionnelles. »

M. Chautemps eut beau évoquer les dangers d'une crise ministérielle au cas où le Sénat serait intransigent, M. Abel Gardey rappela avec la plus grande fermeté « que le succès de l'opération est conditionné par un vigoureux retour aux principes d'équilibre financier et par le plein rétablissement de l'ordre social. Elle a enfin disjoint tous les articles stipulant des avantages accordés aux uns ou autres, dont elle a pensé que certains, s'il y avait lieu, ne devraient prendre place que dans la loi de finances, après une période d'expérience. »

La dévaluation, qui, on en veut dans les classes dirigeantes mais sans la faciliter afin que tous les effets terribles qu'elle comporte soient imputables au Front populaire et surtout aux idées révolutionnaires car on ne fait point la différence entre les aristocrates révolutionnaires et les aspirations populaires.

Pour réussir la dévaluation, dit le Temps, quand on a les leviers de commande, il faut en être capable, réaliser le « climat » nécessaire et inspirer confiance.

« Il faut surtout que les meneurs des masses, c'est-à-dire les dirigeants de la Confédération générale du travail et du parti communiste, cessent d'entretenir une agitation qui ne sert que les intérêts de la révolution. »

Le Front populaire doit donc faire un effort sur lui-même, opérer un « rétablissement » dans le sens de l'autorité et de la discipline, c'est-à-dire contenir ses éléments extrêmes, calmer les foules qu'il a déchaînées.

Le Front populaire ayant en main les leviers de commande peut montrer qu'il est capable de réussir dans son entreprise de libération de la classe ouvrière S'IL LE VEUT. Qu'il mette hors d'état de nuire les ennemis avérés du régime, les agents des forces propriétaires et qu'il convie sous les fenêtres du Sénat les millions de travailleurs de la région parisienne, nul doute que ces vieux cannibales entendent ainsi la voix de la sagesse.

En n'agissant pas avec la fermeté nécessaire, en ne jugeant pas les adversaires acharnés de la classe ouvrière, vous rendrez coupables d'un mauvais coup à leur égard. C'est une chose que vous ne pouvez pas faire, que vous ne devez pas faire.

N.

(1) Le Journal du 28 septembre. (Nous avons pris cette information dans cet organe le projet de la Commission des finances n'ayant pas été publié par les journaux du Front populaire.)

DIMANCHE 11 OCTOBRE, A 14 H. 30,

Salle Renée Maubel, rue de l'Orient (18^e)

GRANDE FÊTE du « LIBERTAIRE »

Nous ont déjà assuré leur concours :

Mmes Lucienne CLAUDY, Renée DASTANG, Jane DEE, Germaine KERJEAN, Paule SANDRA.

MM. Charles d'AVRAY, Julien BERTHEAU, Gaston GASSY,

RENE PAUL, SENAC et le compositeur SAINT-SERVAN.

Le Groupe Théâtral « FRATERNITE » interprétera

« LES SANS-SOUCY »

Spectacle inspiré de farces, chansons, chœurs et danses du Moyen Age.

Le Coin des Jeunes

Des enfants! des enfants!!

France réveille toi !
Tel est le cri d'alarme poussé dans l'intran par le sieur Latzarus.
Chacun sait en effet que la France se dépeuple !

Une honte !
Dans un article, à faire pâlir de confusion le vertueux Cachin, Latzarus nous apprend que nous avons été les grands semeurs d'idéal ! Laissons-nous périr la semence ? Laissons-nous le flambeau s'éteindre ? Questions posées et résolues en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire. Jamais mossieu ! France d'abord. La semence. Toujours fraîche N. D. D. quant au flambeau nous empêcherons les rigolos d'y allumer leurs pipes.

Semeurs d'idéal, fameux ça, de quoi en avaler sa cravate en lorgnant avec une fierté bien légitime les miteux qui nous entourent.

Et puis ce n'est pas tout, retombez sur la terre brave gens. En demandant aux français un petit effort supplémentaire, si nous osons dire, il s'agit encore et surtout de faire des soldats.

Auriez-vous enfin compris bande de mobilisables !

Somme toute, on vous demande 20 ans de sacrifices, d'abnégation, de soucis pour qu'un beau matin, fiston habillé de bleu tel un éphraïm aille faire son andouille entre les 4 murs d'une caserne.

En apprentissage qu'il est rassurez-vous vous dira-t-on, l'heure de la vraie rigolade n'a pas encore sonné.

Lorsqu'il saura avec la maestria et le goût nécessaire manier des engins que l'on peut sans se tromper qualifier de dangereux, alors seulement il sera mûr pour le champ de gloire et ses petits profits.

Des enfants encore pour ne pas priver le monde du cœur français, de l'esprit français, de l'âme française !

Ces réflexions partent n'en doutons pas d'un bon naturel.

Mais au fait, qu'est ce que cette fameuse race française semence d'idéal et tout et tout ?

La race, ce que l'appelle la race me répondrait aussitôt le subversif bardamu, c'est seulement ce grand ramassis de milleux dans ton genre, chassieux, puceux, transis, qui ont échoués ici poursuivis par la faim, la peste les tumeurs et le froid, venus vaincus des 4 coins du monde, ils ne pourraient pas aller plus loin à cause de la mer, c'est ça la France et c'est ça les français.

C'est donc à ceux-là qu'un Latzarus (célèbre)

bataille sans doute) demande à grands renforts de sanglots et de reniflements patriotiques cette procréation continue et forcée.

Sous les yeux attendris d'un état-major en mal de chair fraîche et rêvant sans doute de nouveaux lauriers cueillis élégamment à la pointe des baïonnettes, à la française ! Allons Latzarus laissez les moutards ou ils sont.

Trop nombreux déjà sont ceux qui crévent de faim !

GUY.

GRUPE D'ETUDIANTS LIBERTAIRES

G. E. L.
JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE (J. A. C.)

Rive gauche (5^e, 6^e, 13^e)

Camarades Etudiants et Lycéens, assistez tous à la grande réunion d'information qui aura lieu ce soir vendredi 2 octobre, Salle Chastant, 1, rue Lanneau.

Ordre du jour :

- 1) Le mouvement libertaire en France et en Espagne ;
- 2) Pour quels buts luttent les anarchistes en Espagne ;
- 3) Le mouvement anarchiste et les intellectuels.

Orateurs :

ALTMANN, FREMONT, DELMAN,
de la J. A. C. de l'U. A. du G. E. L.
Ch. ROBERT

Nota : la présence des étudiants et lycéens anarchistes est indispensable.

REUNIONS J.A.C.

Etudiants Libértaires. — Réunion constitutive ce soir vendredi 2 octobre, à 20 h. 30, salle Chastant, 1, rue Lanneau. Appel aux étudiants et lycéens.

Banlieue Sud. — Réunion tous les mercredis à 21 heures, au « Petit Buffalo », à la Porte d'Orléans.

Courbevoie. — Les camarades désireux de former un groupe de jeunes sont priés de se mettre en rapport avec Daural, au Libéraire.

XI^e et XII^e arr. — Réunion constitutive du Groupe des Jeunes vendredi 9 octobre, à 20 h. 30, salle 79, Faubourg-Saint-Antoine.

Groupe du XV^e. — Réunion du groupe de la J.A.C., 73, rue Mademoiselle, salle Lagneau.

XIX^e arr. — Réunion du Groupe J.A.C. tous les mercredis à 21 heures, salle du Café, 169, rue de Crimée.

XX^e arr. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, au local du « Libéraire », 29, rue Plat.

LE GOUVERNEMENT BLUM ET LA GUERRE

(Suite de la 1^{re} page)

De deux choses l'une : ou bien Blum, rebuté par les coups de gueule de Nuremberg et menacé parlementairement par les staliniens, fait machine arrière et reprend la position traditionnelle de l'impérialisme français en politique extérieure. Ou bien il manœuvre, et son discours (ces artifices sont courants dans la politique bourgeoise où il faut masquer le plus possible ses changements de front) n'est qu'un moyen de plus d'assurer sa difficile existence en donnant des gages au vieux nationalisme de droite comme au néo-nationalisme communiste, quitte à s'en dégarer — au moins relativement — par la suite.

A vrai dire, nous tendrions plutôt à penser qu'il en est ainsi.

A deux reprises : d'abord à Luna-Park, en personne, ensuite à Rouen, dimanche dernier, par la bouche de Daladier, Blum a laissé entendre que la « France pacifique » allait lancer à Genève une proposition sensationnelle de négociations tendant à arrêter la course aux armements. Et l'on peut concevoir que, à la veille de prendre cette initiative, Blum ait entendu consolider ses positions intérieures (vis-à-vis de la droite, des radicaux et des communistes) et extérieures (vis-à-vis des « amis » anglais et des alliés russes).

Si Blum voulait vraiment tenter d'orienter l'impérialisme français vers un compromis avec son rival allemand, il pouvait, à cette fin — il pourrait encore peut-être — frapper un coup décisif.

Ce coup, qui eût brisé le cercle infernal où se débat l'Europe, qui eût ressuscité le socialisme et atteint le fascisme dans sa source la plus vive, c'eût pu — ce pourrait peut-être encore — être la DÉNONCIATION SOLENNELLE DU TRAITE DE VERSAILLES PAR LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE et le lancement concomitant d'une conférence internationale de reconstruction de l'Europe.

Chef de la S.F.I.O., Blum avait, pour ce faire, la chance d'avoir, ainsi que son parti, refusé de voter les odieux traités de 1919, et par conséquent de se présenter au pouvoir les mains nettes de l'héritage sanglant.

Cette chance, il l'a gâchée, cette grande entreprise qui eût exigé, certes, une ardente campagne préalable d'agitation dans l'opinion et de profonds sondages diplomatiques, il a flatché devant elle.

Il a fait sien le honteux héritage et, au lieu de s'adresser en face aux ouvriers et aux paysans, de dire leur fait aux grands capitalistes et de poser à grand éclat la question suprême de la paix et de la guerre, il a préféré ruser.

A nous de prendre garde et de sonner l'alarme.

A nous de faire tout ce que nous pourrions pour qu'un mouvement syndical lucide pèse de tout son poids dans la balance où la paix et la guerre sont en suspens.

B.

GUEULES FASCISTES

Le général Mola

Il fut un des derniers appuis de la monarchie agonisante, et souscrivit sans réserve aux exactions, violences, assassinats, de la réaction fasciste-monarchiste. Quand vint la République, si tendre pour les canailles galonnées de sa sorte, il s'y rallia, et reçut en échange de cette adhésion, la direction générale de la Sûreté. Là il put donner toute la mesure de la haine de classe, de caste plutôt contre les militants ouvriers.

Avec ses complices Sanjurjo, Franco, Queipo de Llano, Cabanellas, etc., il fut un des principaux fomenteurs du complot du 19 juillet.



19 juillet. Dans les régions dont il a le commandement, il a accompli des tours de force de cruauté et d'horreur.

L'homme passe pour peu intelligent. Son masque de jouisseur ne trahit pas une subtilité d'esprit exceptionnelle. Des rivalités d'ambition l'opposent, paraît-il, à Franco. Et la nomination de ce dernier comme « généralissime » par la junte de Burgos a fait naître, dit-on, des rancunes solides.

Mola, ambitieux, cruel et imbécile, est un prototype parfait de cette « canaille dorée », ainsi que nos amis d'Espagne qualifient ces ramassis de brutes qui ont promis de faire de l'Espagne ouvrière un cimetière.

LE MEETING DE LA MUTUALITÉ

Devant la foule ouvrière...

Salle plus que comble, Lecoq propose le bureau suivant : Maria Ascaso, assistée de Odón et Carpentier. Adopté par acclamations.

Maria Ascaso, la sœur de notre regretté camarade Francisco Ascaso, très émue, remercie le peuple ouvrier parisien de ce qu'il a fait pour elle, autrui, sortit son frère de prison et réclame une aide effective en faveur du prolétariat d'Espagne.

Odón regrette que Francisco Ascaso n'ait pas eu la joie de voir le triomphe de ses camarades. Il a vu des miliciens sur le front et exalte leur foi dans la victoire contre le cléricalisme et le capitalisme. Il faut les aider, car depuis deux mois, rien ne leur arrive comme aide. Des hommes attendent qu'il y ait un tué ou un blessé ou un malade pour avoir un fusil. Les armes arrivent seulement de l'autre côté. On demande au gouvernement d'observer la neutralité. Peut-on l'observer quand un peuple lutte pour sa liberté ? Il faut envoyer des armes. Il ne s'agit plus de questions de boutiques, il faut s'unir pour agir. Les gouvernants de l'époque ont fait passer des armes aux rebelles.

Monclou. — Il est difficile pour ceux qui se réclament du pacifisme intégral de dire que les pacifistes sont de tout cœur et de toutes leurs forces avec ceux qui s'opposent au fascisme. La Patrie Humaine a toujours été dressée contre tout effusion de sang, mais apporte cependant son appui total aux révolutionnaires d'Espagne. Il est deux conceptions de la lutte et qui s'opposent. Blum dit : nous ne participons pas et nous refusons de livrer des armes. Nous avons pensé qu'il était difficile de s'y opposer. Difficile aussi de demander la collaboration avec le gouvernement espagnol. Nous avons pensé que l'organisme syndical qui compte 5 millions d'adhérents n'a pas fait son devoir en ne récoltant que 2 millions de fr. Il était difficile d'apporter officiellement son appui au Gouvernement de front populaire espagnol, car le fascisme international pouvait alors, ouvertement, et en grand, apporter le sien aux fascistes d'outre-Pyrénées. Jusqu'à maintenant, nous étions contre la participation officielle. Mais devant le marché de dupes consenti par le Gouvernement de front populaire français, nous devons prendre position et demander la livraison des armes.

Emilienne Morin. — La campagne de notre camarade Durruti, essaye de dominer son émotion pour nous apporter le salut fraternel de Durruti et celui de tous les miliciens du front de Saragosse. Fait un exposé des préliminaires de la révolution. Après le 14 avril, les classes moyennes et les politiciens au pouvoir croyaient que le prolétariat se contenterait de leurs petites réformes. Mais, à la C.N.T. et à la F.A.I. on n'était pas satisfait, et on s'apprêtait à la lutte. Déjà, plusieurs mouvements avaient eu lieu (entre autres celui des mineurs des Asturies) et, malgré leur échec, la lutte s'organise, car la haine des politiciens était restée au cœur des anarchistes catalans.

Elle nous met en garde contre la presse tendancieuse française. A la colonne Durruti, beaucoup de journalistes sont venus et ont eu des renseignements exacts. Grande fut sa déception en lisant les mensonges insérés dans la presse française.

Tout en combattant, les anarcho-syndicalistes catalans ont su organiser la vie à l'intérieur de la province, sur la base du communisme libertaire. Par exemple, la propriété foncière est contrôlée, un propriétaire ayant le droit de manger mais pas plus qu'un autre. Elle nous donne lecture d'un circulaire des administrateurs d'immenses. Le vrai front populaire s'est formé dans la rue. C.N.T., U.G.T., F.A.I. tous en parait assez devant le péril commun.

Au-dessus de Huesca, on a vu une formation de 18 avions, tous Junker ou Caproni. Les déserteurs rebelles sont tous armés de fusils allemands. Dit que devant ces faits, la neutralité n'a plus raison d'être. Nous pouvons quand même dire à notre gouvernement de faire ce que font l'Allemagne et l'Italie. Nous demandons de faire l'union ouvrière pour avoir plus de poids auprès de notre Gouvernement. Après la victoire, la C.N.T. et la F.A.I. se réservent l'organisation économique de la Catalogne.

Cela, nous ne le laisserons à personne. Elle nous donne des exemples d'échange. Dans beaucoup de villages, l'essence manque. Elle est indispensable à l'alimentation des tracteurs agricoles. Aussi, les paysans échangent de l'huile d'olive contre de l'essence, sans tenir compte du prix qu'aurait chaque denrée en régime capitaliste. Tout le monde mange à sa faim. Les grands hôtels sont organisés en restaurants populaires. Le 24 juillet, la colonne Durruti, n'ayant que 800 hommes, sans équipement, est partie pour couper la route de Saragosse aux fascistes. La T.S.F. fait savoir que les miliciens n'ont rien à manger. En 1/4 d'heure, deux camions sont pleins de vivres. Les habitants de Barcelone apportent aux camions ce qu'ils étaient en train de manger à leur repas. La colonne compte actuellement plus de 10.000 hommes armés. Tout a été improvisé en route. Elle fait avec force un appel à l'organisation antifasciste française. A Barcelone, ont été trouvés des documents prouvant la complicité des fascistes internationaux non seulement pour armer les fascistes espagnols, mais aussi les fascistes français.

Nous devons former, conclut notre camarade, un front populaire, mais non gouvernemental. Le meilleur moyen de lutter contre la guerre, c'est lutter contre le fascisme. Aidez-nous, oui, mais aussi, aidez-vous vous-mêmes.

Joaquín Ascaso. — Joaquín Ascaso est le cousin de Francisco Ascaso. Il nous apporte le salut des miliciens de la colonne Ortiz-Ascaso, au nom desquels il va parler. La C.N.T. et la F.A.I. ont fait l'impossible pour faire comprendre leur devoir aux ouvriers. Ce sont eux qui ont fait arriver la République en 1934. Ils ont aidé les socialistes et ceux-ci une fois au pouvoir se sont retournés contre eux.

Le fascisme s'est heurté au peuple qui, avant tout, aime la liberté. Il s'élève contre les boars des journaux. Ainsi, les miliciens de la colonne Ortiz-Ascaso sont à 28 km. de Saragosse et les fascistes ne les gênent pas dans leur avance.

Joaquín Ascaso met tout son espoir dans la classe ouvrière française pour faire parvenir des armes. Les colonnes de miliciens sont disciplinées, mais pas comme à la caserne. Pour en finir au plus tôt, il manque l'appui de la classe ouvrière française. « La France, très fière de sa liberté, doit aider le prolétariat espagnol ».

Audubert du parti socialiste (5^e section) exprime sa joie de voir le peuple révolutionnaire de Paris se dresser à l'appel de la C.N.T. et de la F.A.I. Il espère qu'après leur victoire, les révolutionnaires espagnols nous aideront à faire notre propre révolution. Mais, avant, il faut les aider. Annonce que la 5^e section socialiste de la

Seine fera samedi une réunion commune avec les anarchistes de la région parisienne. Nous ne maintenons la neutralité que pour éviter une conflagration générale. Les militants socialistes de la gauche révolutionnaire font leur devoir. Il veut grouper les masses révolutionnaires et fait appel pour la création du front révolutionnaire, suite logique du front populaire qui a eu son utilité historique.

Carpentier confirme les déclarations d'Ascaso au sujet des boars de la presse française. Il insiste sur la nécessité urgente d'envoyer des armes. Ainsi, à Sietiamo (ou il fut bellessé) quelques pièces d'artillerie auraient suffi pour enlever la ville en moins de 24 heures. Il a fallu cinq jours de luttes de rues, maison par maison, pour s'en emparer, avec une matériel très rudimentaire. En guise de grenades, ils avaient des bouteilles d'essence munies d'un dispositif d'allumage. Il nous demande de faire pression sur le gouvernement pour que la classe ouvrière puisse organiser le ravitaillement en armes des révolutionnaires espagnols. Et il nous donne d'intéressantes impressions sur la vie à la colonne Durruti, et fait part de l'étonnement des paysans quand on leur dit : la terre est à vous. Il termine en disant : « Ne nous envoyez pas d'hommes, mais des armes ».

Enfin c'est à notre ami Sébastien Faure qu'il revient de clore ce meeting magnifique. Dans sa longue carrière de militant, Sébastien ne s'est jamais trouvé devant des événements aussi tragiques. L'Espagne défend la cause la plus noble et aussi la plus inviolable : celle de la Liberté. Cette cause est la plus chère à son jeune cœur de vieil anarchiste. L'action menée et le but à atteindre sont doubles. Au point de vue défensif : sauvegarder les quelques rares libertés déjà conquises, et ne pas céder. C'est une erreur d'apprendre aux enfants que c'est d'en haut que les progrès sont venus. Toutes les améliorations sont venues de la base qui a su les exiger. « Un capitaliste ne dira jamais que sa part est trop belle. » C'est dans le creuset de la souffrance humaine que s'élèvent le progrès. Et Sébastien exhorte les ouvriers espagnols qui « tous se sont unis pour la défense de la Liberté, si chèrement conquise. » Au point de vue offensif, « C'est la lutte d'un monde nouveau qui veut naître et se développer, contre le vieux monde qui ne veut pas disparaître et qui veut maintenir l'oppression de la terre des prébendes. » Il évoque la présence de nos amis aux colonnes antifascistes et, sachant qu'il va exprimer nos sentiments communs, voudrait que sa voix allât jusqu'à leurs oreilles et à leurs cœurs. Il dit combien nous les aimons et les admirons, que nous voulons assurer leur victoire et que nos cœurs battent à l'unisson des leurs. Nous avons conscience que leur défaite serait notre défaite, mais que leur victoire sera notre victoire. « Nous sommes dans l'obscurité mais, au-delà des montagnes apparaît une lueur incertaine, l'aurore des temps nouveaux. Merci pour m'avoir permis de la voir avant de fermer définitivement les yeux ! » Nous n'oublierons jamais frères d'Espagne, que c'est à vous que nous devons cela.

Odón lit l'ordre du jour suivant, adopté par acclamation.

ORDRE DU JOUR

Les travailleurs parisiens ayant répondu par milliers à l'appel de l'Union Anarchiste pour appuyer son effort en vue d'un soutien effectif au prolétariat espagnol en lutte pour sa liberté définitive :

Après avoir entendu Emilienne Durruti, Maria Ascaso, Joaquín Ascaso, délégués des colonnes de miliciens antifascistes et les orateurs anarchistes français :

Considérant d'une part que seule la victoire du prolétariat espagnol peut assurer la paix et l'affranchissement de la classe ouvrière qui meurt actuellement pour sauver sa vie et sa liberté ;

Considérant d'autre part que cette lutte de géants, entreprise par nos frères d'Espagne contre le fascisme qui est au service exclusif du capitalisme et de la réaction et qui menace actuellement tous les peuples non encore soumis à son despotisme ;

S'engageant à intensifier leur action pour obtenir de leurs organisations de classe la solidarité effective qui s'impose pour leur fournir les moyens matériels de vaincre et se séparer aux cris de : Vive la SOLIDARITE INTERNATIONALE OUVRIERE. Vive l'ESPAGNE ANTIFASCISTE. Vivent la C.N.T. et la F.A.I.

FRATERNELLES AGAPES

A l'issue du meeting de samedi dernier, à la Mutualité, nous avions décidé à quelques-uns, d'inviter à déjeuner, pour le lendemain, nos camarades espagnols. Rendez-vous fut pris pour 12 heures 30 dans un restaurant de la place de la République. Quoique aucune publicité n'eût été faite, nous eûmes l'heureuse surprise de nous compter plus de cent autour d'Emilienne Morin-Durruti, Maria Ascaso, Joaquín Ascaso, Odón, Carpentier, Bargallo de la Solidaridad Obrera, et Alfonso Miguel, qui, quoique arrivés de la veille à Marseille, n'avaient pu être des nôtres, l'avaient qu'il avait pris s'étant posé à Marignane cinq minutes après le départ de l'avion pour Paris.

Nous avons eu le grand plaisir de rencontrer les jeunes militants nouveaux venus à la grande famille anarchiste et, aussi et surtout, de retrouver de vieilles figures amies, de ces vieux et chers compagnons à qui la fatigue d'un long passé de luttes ne permet plus de militer journellement, mais qui, devant la gravité du péril fasciste retrouvent leur ardeur juvénile, et se mêlent, avec au cœur la même foi ardente, à la génération qui leur succède.

Ces agapes fraternelles furent présidées paternellement et fraternellement par notre cher ami Sébastien Faure. Il était flanqué de Maria Ascaso et d'Emilienne Morin. Lors de son allocution après le dessert, il eût même ce mot savoureux : « Vous voyez un jeune cadre entourant un vieux tableau ». Car Sébastien reste humoriste ! Puis, humanement, de tout son cœur, il plaça la cause de nos frères d'Espagne. Il ne s'adressait qu'à des convertis, hâlas ! Cependant il n'aurait pas parlé en vain, car ses paroles auront été répétées par tous ceux qui étaient présents. Ensuite, il lut à la goquette organisée entre camarades (au cours de laquelle se firent entendre entre autres, Félix Gibert, Jeannine Dubreuil, Charles D'Avray) en nous chantant sa dernière œuvre : *Aux jeunes, conseils d'un vieux* ! Que de moins âgés sont cependant plus vieux que lui !

Notre dernier déjeuner amical, qui a eu lieu il y a huit ans, avait eu, lui, un autre sujet : La libération de Ascaso, Jover et Durruti.

LA VOIX DE PROVINCE

LYON

Enfin l'opinion « Libértaire »

Je veux aujourd'hui revenir sur la nécessité qui s'impose à tout militant de diffuser le Libértaire. Notre journal est actuellement très bien présenté, sa vente s'accroît, il nous faut continuer nos efforts pour la vente à la rue et dans tous les meetings. Camarades, un peu de courage. Ne restez pas dans votre tour d'ivoire. Descendez jusqu'à la foule, car elle ne viendra jamais à vous d'elle-même. Vous n'êtes donc pas révoltés lorsque à tous coins de rue vous entendez crier la « Voix du Peuple », l'« Humanité » comme « seuls » journaux de la classe ouvrière ? Le dévouement à leur parti est-il donc l'apanage des Staliniens ?

Eh bien ! non ! Les anarchistes lyonnais se ressaisissent. Le « Libértaire », qui est le mieux présenté et le plus connu de tous les journaux anarchistes, sera lu par un grand nombre d'ouvriers qui, petit à petit, se débarrasseront de la crâne. Mais pour cela, camarades, tous à l'œuvre !

M. Lavorel.

P. S. — En outre des kiosques habituels, les sympathisants trouveront le « Libértaire » le vendredi et le samedi soir :
1^{er} Devant « Prisunic », place du Pont.
2^e Devant la Bourse du Travail, place Guichard.

3^e Devant la Gare de Perrache.

Pour les abonnements, souscriptions, articles, librairie, etc., s'adresser au camarade Lavorel.

VALENCIENNES

Le développement de notre propagande

Nos affiches il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes, ont eu un grand succès auprès de la classe ouvrière de la région. Il n'était pas rare de voir devant nos affiches des groupes de 20 à 30 personnes qui discutaient et commentaient favorablement leur texte. Cela prouve qu'il y aurait moyen de pénétrer dans les milieux ouvriers et de faire connaître nos conceptions anarchistes dans ce pays où le prolétariat est totalement sous l'influence communiste et socialiste ; il y aurait un grand travail de débouillage de crânes à faire ; pour cela, il faut que tous nos camarades se mettent résolument au travail et, pour commencer, diffusent largement notre presse, et le « Libértaire » en particulier ; combien de sympathisants deviennent de fidèles lecteurs du « Lib. » s'ils savent où trouver celui-ci. Avec les événements d'Espagne, faisons connaître aux ouvriers la bataille héroïque contre le fascisme de nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. et leur projet de reconstruction par l'instauration du communisme libertaire, dès que le fascisme sera vaincu. Je crois que la diffusion du journal « L'Espagne Antifasciste » est tout indiquée pour cela.

Tous au travail pour soutenir nos vaillants camarades espagnols et pour l'anarchie. Jean Traqué.

GRANDE REUNION PUBLIQUE

Jeu 8 octobre, à 20 h 30

Salle du Cinéma Family

Rue de Fresnes, à Antony

Orateurs : PIERRE ODEON

RINGEAS, DOUTREAU

Un film sur la Révolution espagnole sera projeté à partir de 22 h., en séance privée.

AVIS IMPORTANT

Le journal L'Espagne antifasciste paraîtra dorénavant deux fois par semaine avec des informations directes de Madrid et de Barcelone.

CHEZ LES CHOMEURS

Au bureau périaire

Les d'attendre, et avec juste raison, les chômeurs ont dû imposer, eux seuls, les numéros d'ordre, revendication tant légitime, qui apportera un peu plus d'équité dans le placement ; cette revendication avait été obtenue, et c'est près d'un mois, par la délégation ouvrière ; elle ne pouvait être refusée, étant déjà en vigueur dans plusieurs bureaux de placement. Le Syndicat pouvait et aurait dû imposer son application dans les 48 heures. Maintenant, ce que nous devons combattre et faire supprimer, c'est la formule qui donne libre choix au placier, sous prétextes de capacités et références professionnelles. Cette formule peut prêter cours à tous les abus et préférences, nous devons la combattre jusqu'à sa suppression.

Pour ce qui est des éléments troubles et équivoques, nous demandons à Charlot qu'il nous apporte des faits et des noms ? Puisqu'il les connaît ?

Il est donc nécessaire et utile de les démasquer à la corporation, pour qu'ils ne fassent plus longtemps le jeu du patronat.

Un groupe de copains lecteurs du « Libértaire ».

DANS LA BOUCHERIE

Un singulier correspondant ouvrier

Dans le n° 9 de la « Boucherie ouvrière » (C. G.T.), sous la signature de R. Veau (secrétaire adjoint), on lit un article, qui n'est rien moins que des revendications patronales, et qui ne peut qu'intéresser nos exploités. C'est bien écrit, seulement il serait mieux à sa place dans une feuille patronale que dans un bulletin ouvrier. Voici ce qu'écrit R. Veau, textuellement : « Il est par trop évident que les intérêts des petits artisans que nous sommes, et ceux de nos clients, ont été sacrifiés (ça, c'est déjà pas mal). Plus loin, il se lamente sur nos exploités qui n'ont qu'une seule boutique. »

2^e Il serait utile d'envisager également la création d'un frigorifique à l'usage des détaillants étant compris dans ces derniers, celui qui ne possède qu'une succursale.

3^e Création d'un fonds de secours destiné à venir en aide aux corporants tombés dans le besoin, employés et petits patrons. (Ça, c'est pour la collaboration de classe.)

Malgré les lamentations de nos exploités gros et petits, et pour les classes moyennes, cela ne risque pas d'émouvoir les ouvriers bouchers qui sont depuis des mois à attendre, en vain, un emploi au bureau de placement, ils demandent au secrétaire adjoint de relire l'A. B. C. du syndicalisme et qu'il n'en oublie pas la lutte de classe.

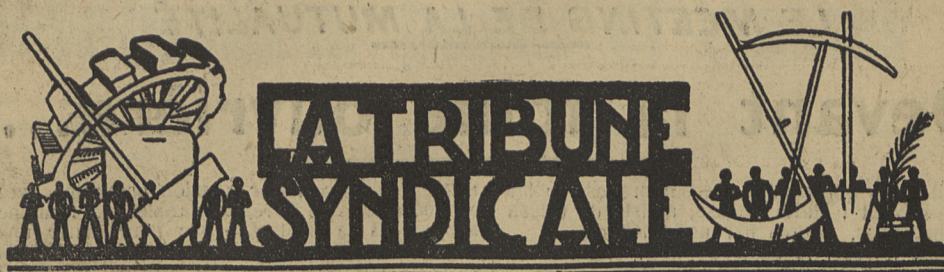
PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade de Castelnaudary qui a envoyé 30 francs en mandat-poste, sans aucune indication, est prié de bien vouloir écrire au « Libértaire ».

Suzanne Rigault, donne ton adresse à Force Claude, chemin des Ploits, Nofsy-le-Grand (Seine-et-Oise).

POUR LA FORMATION DU FRONT REVOLUTIONNAIRE

Tous Samedi 3 Octobre à 20 h. 30 à la Mutualité



Seule, l'action ouvrière imposera l'échelle mobile

La multiplication des conflits, les occupations d'usines dont ils s'alarment si fort, ont enfin conduit les dirigeants syndicaux à préconiser un remède dont nous avons depuis longtemps réclamé, ici, l'introduction dans les conventions collectives : l'échelle mobile.

Rappelons que le mécanisme de cette méthode, qui est des plus simples, consiste en des rajustements périodiques des salaires ouvriers aux fluctuations du coût de la vie sur la base d'indices établis en commun par une commission paritaire.

Si, comme nous l'avions préconisé alors, l'échelle mobile avait été prévue dans les contrats collectifs pour garantir le taux des salaires, obtenus par l'action ouvrière de juin, si les organisations syndicales avaient veillé à sa stricte application, elle aurait rendu inopérantes les manœuvres spéculatives sur la hausse des prix et conservé aux travailleurs un pouvoir d'achat actuellement soumis aux fantaisies mercantiles les plus variées.

Cependant, mieux vaut tard que jamais, et puisque aujourd'hui les dirigeants de la C.G.T. se décident à la mettre à l'ordre du jour, il appartient aux travailleurs intéressés, aux militants syndicalistes de travailler à son application rapide en recherchant le maximum de garanties pour la rendre efficace.

En premier lieu et en raison des variations fréquentes du coût de la vie, il sera bon d'inclure dans les conventions collectives une révision aussi fréquente des salaires, soit tous les trois mois, soit, selon l'avis exprimé par Belin, automatiquement, dès que l'indice du coût de la vie aura augmenté ou diminué d'un certain nombre de points, cinq ou dix.

Un point important qui doit retenir l'attention de chacun est le fonctionnement des commissions chargées d'établir les indices. Personne n'ignore que ceux-ci sont actuellement fixés de façon assez fantaisiste par des gens dont la compétence est, sinon intéressée, tout au moins douteuse. On doit donc prévoir une large représentation des délégués syndicaux dont l'activité aura à pour corriger les indices conformément aux intérêts ouvriers.

Mais il doit être bien entendu que la généralisation de l'application de l'échelle mobile conditionne, comme mesure préalable, la détermination, dans les conventions collectives, d'un

minimum de salaire vital, par régions et corporations, dont les ouvriers doivent réclamer l'institution rapide là où ils ont négligé de le faire jusqu'au jour.

Quoi qu'il en soit, la lutte sera dure, car, si jusqu'à ce jour cette revendication s'était heurtée à l'hostilité plus ou moins avouée de la Confédération Générale de la Production Française, celle-ci l'a ouvertement rejetée ces jours derniers comme devant « entraîner inéluctablement des conséquences désastreuses ».

On sait, en effet, que le gouvernement avait envisagé le rajustement des salaires au moyen de l'échelle mobile, dans le projet de loi sur la dévaluation monétaire et dans le but évident de sauvegarder le pouvoir d'achat des ouvriers et de combattre en même temps la hausse illicite.

Immédiatement, on a vu se manifester au sein même de la délégation des gauches l'opposition violente des conservateurs radicaux qui exigèrent et obtinrent le retrait de la mesure proposée.

Ainsi, à la première escarmouche, au premier obstacle, le gouvernement dit du Front populaire sacrifie l'intérêt ouvrier pour ne pas heurter certains de ses alliés dont les attaches avec certains clans capitalistes sont d'ailleurs connues.

Ce fut bien pis le lendemain, quand, cédant au chantage de la droite, Léon Blum fut amené à condamner une nouvelle fois l'occupation des usines en des termes où perçait la menace de répression, se sachant d'ailleurs en conformité de vues avec la direction cégétiste.

A l'heure où ces lignes sont écrites, les sénateurs s'emploient à parachever l'œuvre des paniqués du chantage de la droite, Léon Blum fut amené à condamner une nouvelle fois l'occupation des usines en des termes où perçait la menace de répression, se sachant d'ailleurs en conformité de vues avec la direction cégétiste.

Ces faits démontrent surabondamment qu'aujourd'hui comme hier, la défense des intérêts ouvriers ne repose que sur les ouvriers eux-mêmes, sur leur action directe contre le patronat et les profiteurs de tout accabl.

L'application de l'échelle mobile, comme celle des autres revendications, relève avant tout de la combativité de la classe ouvrière, de sa capacité revendicative dans la lutte pour le triomphe de ses intérêts immédiats et futurs.

Aux intéressés de comprendre et d'agir en conséquence.

N. FAUCIER.

VIVE L'OCCUPATION DES USINES !

La grève de chez Sautter et Harlé

« Le Libéraire » sait que notre attachement à ce moyen de lutte ouvrière soulève quelque critique auprès de certains militants syndicaux ; hélas ! ce sont précisément ceux qui se montrent d'habitude les plus violents aux tribunes des réunions publiques qui à l'heure actuelle orientent les masses ouvrières vers la conciliation et les pourparlers diplomatiques. Nous

les vapeurs qui montent de la nourriture succulente, ils comprendraient combien leur attitude est ridicule. Le prix du dîner qui s'élevait à 1 fr. 50 a été réduit à 1 fr. et le repas du soir est maintenant gratuit.

Les travailleurs de cette usine sont tellement pénétrés de l'idée de l'importance de leur lutte, ont une telle abondance de force que pendant tout un temps ils ont encore



Un groupe de grévistes de chez Sautter et Harlé.

croire, et que pour parler (et il en faut) ne peuvent aboutir que si la classe ouvrière continue à exercer une forte pression sur ses ennemis : les capitalistes. C'est pour cela qu'il est de notre devoir de citer en exemple les travailleurs qui n'abdiquent pas et tiennent ferme en mains le gage le plus important : leur usine, pour faire plier le patronat.

Au premier rang des prolétaires qui n'ont pas marché dans les combinaisons parlementaires de paix sociale pour assurer le succès de la dévaluation, il faut citer encore les camarades de chez Sautter et Harlé.

17 jours d'occupation dans l'usine ! L'esprit reste ferme : les difficultés se résolvent au fur et à mesure qu'elles se présentent. Les patrons ont cru gêner l'organisation des diners communs en faisant couper le gaz alimentant la cuisine. Pauvres imbéciles ! Vraiment ils sous-estiment l'intelligence technique de ceux qui envisagent bien d'autres difficultés au cours de l'exercice de leur métier. Ah ! si les patrons pouvaient passer dans le réfectoire et sentir

prété main-forte aux copains d'une chocolaterie voisine en état de conflit ; ils entraîneraient encore une liaison très active avec ceux-ci.

Pourrait les patrons essayer de tous les moyens d'intimidation. A travers le syndicat dit professionnel, ils tentent de prendre à part individuellement les grévistes et d'ébranler leur moral. Journalièrement ces fascistes essaient de provoquer dans les cafés avoisinant l'usine et jusqu'aux portes mêmes de l'établissement, les camarades causant aux membres de leur famille venant aux nouvelles. Heureusement, cette provocation a toujours jusqu'ici rencontré la juste parade.

La solidarité ouvrière continue à fonctionner ; les conseillers socialistes et communistes du quartier ont influencé la décision de la municipalité qui soutient les assésés en vivres. Mais signalons surtout l'attitude remarquable de la Fédération des techniciens qui a soutenu le mouvement par un prêt de 50.000 francs.

Les ouvriers conscients de leur capacité technique ont offert à plusieurs reprises de

continuer l'exécution des commandes sous le contrôle du ministère de la Marine à qui ces commandes sont destinées. Les ministres du Front Populaire s'y sont toujours obstinément refusés par peur de méconter les patrons.

Nous espérons que ces camarades sauront à leur vaillance et à leur ténacité, joindre jusqu'au dernier moment la compréhension de toute la valeur de leur geste. Pourvu qu'ils ne se laissent point tenter par des offres alléchantes de « neutraliser » l'usine en commençant par l'évacuer. Qu'ils songent à ce qu'ils deviendraient une fois dispersés dans leurs maisons, en tête-à-tête avec leurs difficultés matérielles, qu'ils songent à la cohésion qu'ils ont aussi longtemps qu'ils se tiennent ensemble sur leur lieu de travail.

Qu'ils pensent surtout qu'ils défendent aujourd'hui plus que leurs revendications immédiates ; ils défendent le droit à l'occupation des usines. Aussi longtemps que le prolétariat ne laissera pas échapper cette arme de ses mains, il gardera la majorité des chances de succès dans les conflits futurs.

L. W.

CHEZ WESTINGHOUSE

Le communiqué passé dans la Tribune syndicale du « Libéraire » de la semaine dernière, au sujet du tract signé Cognard, dans lequel ce dernier qualifiait de fascistes les travailleurs qui avaient protesté contre la grève d'une heure du 7 septembre, a produit son petit effet.

Nous sommes très heureux de donner ce jour le texte d'un nouveau tract où Cognard se dégonfle lamentablement. Constatons une fois de plus qu'il est toujours utile de rappeler de temps en temps à l'ordre ceux qui ont chargé d'organisations syndicales ; nous continuons à ouvrir l'œil, que les cocos se le disent.

Dans la réponse des métallos aux fascistes, certains camarades ont cru trouver une mauvaise interprétation dans cette circulaire. Nous Union Syndicale Métallurgiste d'Aulnay-Servan déclarons à ces camarades qu'il n'a jamais été dans notre intention de dénoncer les fascistes les camarades qui peuvent penser autrement que nous au point de vue syndical. Le principe de la démocratie étant très largement appliqué dans notre organisation.

Nous sommes très heureux d'avoir des membres de notre organisation qui ont des points de vue différents des nôtres, ceci est un contrôle certain de notre organisation auquel nous y attachons beaucoup d'importance.

Donc camarades, nous pensons qu'après ces déclarations aussi précises, plus aucune arrière-pensée ne doit subsister de part et d'autre ; il reste bien entendu que notre organisation syndicale conserve son autonomie absolue et de pleine indépendance pour sa propre administration en dehors de toutes idées politiques ou religieuses.

Recevez, camarades, mes salutations syndicalistes.

Le secrétaire : J. Cognard.

PARIS-BANLIEUE

GROUPE DU 15^e

Les prolétaires du 15^e réunis à la Salle du Tango à l'appel de l'U.A. le 23 septembre pour examiner la situation espagnole, se déclarent solidaires du prolétariat d'Espagne.

Décident de s'organiser localement pour assurer l'aide matérielle et le soutien moral aux combattants antifascistes espagnols.

Font appel à la solidarité du prolétariat international dont le sort se joue en Espagne et se séparent aux cris de « Vive l'Espagne Révolutionnaire, vive la Révolution prolétarienne internationale. »

ET ÇA CONTINUE...

Le 15^e arrondissement possède, lui aussi, son Alcazar, en l'occurrence un commissariat où l'on observe les bons principes !

Quelques copains du groupe collaient des affiches pour un meeting en faveur du prolétariat espagnol, lorsque 2 vaches à roulettes s'arrêtèrent et sur le vu de l'affiche les prièrent de les suivre. Entre parenthèses, quelques nacos qui étaient sortis d'un café les laisseront embarquer avec indifférence. Obéissance aux « supérieurs » réclamée par le P.C. et suivie à la lettre par les purs !

Pendant le trajet l'un des flics (dans un but que l'on devine aisément) envoya quelques bordas où il était question « que ça allait assez mal comme ça et que, si on continuait, il se chargerait de nous casser la figure ». Et s'adressant en particulier à un copain chômeur, lui dit : « qu'il était comme les autres, cherchait du travail en priant le bon Dieu de ne pas en trouver ». Or, ce copain, militant ardent, se débat dans des difficultés matérielles dont il se passerait volontiers.

Il faut que l'on sache que les copains du groupe sont fermement résolus à continuer et à intensifier leur propagande et ce ne sont pas les chiens fascistes qui les en empêcheront, même s'ils sont déguisés en flics !

Pour le groupe du 15^e, le secrétaire : Escabas.

AUX CAMARADES DU XVII^e ARRONDISSEMENT

Le déroulement des choses devient favorable aux anarchistes, mais il leur impose aussi de grandes responsabilités, de catégoriques devoirs devant des possibilités redoutables.

Les circonstances actuelles : importance de l'influence anarchiste dans les événements d'Espagne, occupation du Front populaire français, propagande nationaliste du parti communiste, danger fasciste, menaces de guerre, nécessitent en France la formation d'une puissante organisation libertaire, capable de faire face à toute éventualité. Nous appelons les camarades conscients de ces choses, les libertaires et sympathisants que ne suffit pas à satisfaire une attitude de dilettante, à former un groupe anarchiste-communiste dans notre arrondissement.

Réunion de constitution le vendredi 2 octobre, à 21 heures, au café, 170, avenue de Clichy.

BAGNOLET

Pour l'Espagne !

Une belle manifestation de solidarité !

Il est un fait que les ouvriers de Bagnolet ont constaté...

L'annonce de notre meeting ne fut pas accueillie avec joie par tous les communistes de la localité.

Il est un fait, qu'à peine posées, nos affiches furent lacérées. De nombreux prolétaires nous ont dit leur indignation et certains nous ont assuré que désormais, ils veilleraient à ce que nos affiches subsistent sur les murs ; nous relations ceci, car ces ouvriers ne sont pas des anarchistes, mais ils pensent comme l'un d'eux nous a déclaré : « Mon opinion est faite sur les calomnies et les immondices que colportent sur les anarchistes une presse et des personnages intéressés ; négligeant la phraseologie et ne m'attachant qu'aux faits, je constate que ce sont des affiches émanant d'une organisation groupant des ouvriers révolutionnaires, qu'elles sont payées par eux, posées par eux, et dans le but d'arracher la classe ouvrière des paties sanglantes de tous ses ennemis. Ceux qui ont fait leurs preuves, ceux qui bénéficient encore

du voile de l'anonymat... ainsi que ceux qui, généralement, ne sont pas considérés comme tels... Leur tour viendra... »

Notre meeting se déroula, sans incidents, dans une salle comble ; nos orateurs intéressèrent très vivement un auditoire compréhensif et très enthousiaste ; un copain du groupe narra en un langage énergique la laceration de nos affiches et indiqua non moins énergiquement, que pour les quelques païres d'oreilles de « nacos » présentes dans la salle, que désormais, la vigilance des anarchistes de Bagnolet et des ouvriers demeurés révolutionnaires interdira « et effectivement », toutes tentatives qui tendraient à empêcher nos affiches d'être lues.

Puis, Frémont s'interdisant l'emploi de toute rhétorique, prit pour base de son intervention des faits, démontra avec l'aisance que confère une méthodique documentation, qu'en droit international, la position du gouvernement de Front Populaire, à direction socialiste, en ce qui concerne nos frères espagnols, sa neutralité que l'on peut qualifier d'anticlépée, supporte et même provoque la critique.

Frémont démontra que les Fronts Populaires ne sont que les premiers grondements des cyclones libertaires, qui balayant tous les parasites sur leur passage, libéreront la classe ouvrière de leurs oppresseurs et de leurs soutiens : plumitifs, soudards, fascistes de tous poils et de toutes conditions, y compris nationaux de toutes couleurs !

Aux compromis et aux palliatifs des politiciens, succédera la saine action directe !

Nous terminons en faisant appel aux copains de venir au groupe libéraire et les invitons à soutenir notre campagne antiparlamentaire.

Pour le groupe : Jarry.

GAGNY

Les volte-face et leurs conséquences

Staline, dictateur de son pays, l'est également des consciences des communistes français.

Pour ne parler que de ceux de Gagny, on peut dire, en effet, que leur attitude change et suit l'évolution insérée par le nouveau tzar.

Avant que les communistes d'ici soient à la municipalité, ils s'étaient emparés d'un fait (et cela pouvait être à leur honneur) : ils promettaient, s'ils étaient élus, d'y apporter la solution qui s'imposait et firent à ce sujet plusieurs meetings.

Un agent de police, Couvart, s'était rendu coupable d'une mort, il avait tué un jeune homme de 15 ans, nommé Leroux, qui l'avait frappé, il est vrai. Cet agent est toujours en place, et muni de ses galons de brigadier, qui lui ont été donnés à la suite de ce haut fait d'armes.

On ne parle plus de cette affaire.

Il y a déjà quelque temps, dans un meeting donné par le groupe des combattants de la paix de Gagny, un fort contingent de camelots s'étant introduit, et voulant troubler la réunion, une bagarre mouvementée s'ensuivit, et des communistes présents nous prêtèrent main forte pour l'expulsion de ces perturbateurs.

Malgré nos différences de conception, nous nous rencontrons parfois unis sur des points précis.

Les temps sont changés ; depuis, l'on brûle ce que l'on a adoré. Ce que l'on réprouvait, on l'approuve lorsque c'est un communiste, même de travailler en commun afin d'y défendre les desirés des femmes en particulier et des chômeurs en général.

D'autre part, dans un nota, P. M. insistait auprès de ses concitoyens lorsqu'ils assisteraient aux réunions, de se tenir également de boules de papier pour riposter au besoin aux impolités des nacos... En plus, une ancienne ouvrière du textile ne fut pas la moins surexcitée puis-elle signalait d'agir comme dans les filatures de jute : de mâcher la matière comme elle le faisait dans les usines et les lancer à la face de ceux qui les traitaient aussi impudiquement.

Nota. — Que notre camarade D. O. nous excuse que la suite de l'article au sujet du recensement ne pourra paraître que la semaine prochaine, le grand nombre d'articles nous y oblige.

Un membre du groupe d'action pacifiste et sociale de Gagny.

COLOMBES

Chez les chômeurs ? Unité d'action

L'article de la camarade Paule Mary paru la semaine dernière fut quelque peu cassillé par le manque de place. Notre Lib ayant consacré presque toutes les colonnes aux appels de nos compagnons espagnols et de cela se comprend.

Toutefois l'esprit de l'article était resté intact. Malgré tout notre camarade avait démontré dans la cure que chez les nacos, il y avait loin de cette galanterie française (sic) si chère à notre Maurice national jusqu'à la réunion des chômeurs du 9 septembre, les têtes des femmes qui ne pensaient pas exactement avec les manœuvres du P.C. furent bombardées de boules de papier, on se croyait à ces jeux de masques établis dans les stands de leur fête réalisée au théâtre de verdure.

Aussi, grande fut l'indignation de ces femmes (véritables chômeuses) qui assistèrent à la réunion non pas dans un but politique, mais pour y travailler en commun afin d'y défendre les desirés des femmes en particulier et des chômeurs en général.

D'autre part, dans un nota, P. M. insistait auprès de ses concitoyens lorsqu'ils assisteraient aux réunions, de se tenir également de boules de papier pour riposter au besoin aux impolités des nacos... En plus, une ancienne ouvrière du textile ne fut pas la moins surexcitée puis-elle signalait d'agir comme dans les filatures de jute : de mâcher la matière comme elle le faisait dans les usines et les lancer à la face de ceux qui les traitaient aussi impudiquement.

Nota. — Que notre camarade D. O. nous excuse que la suite de l'article au sujet du recensement ne pourra paraître que la semaine prochaine, le grand nombre d'articles nous y oblige.

Groix-Wasquehal. — S'adresser à Hoche Meunier, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord).

Lunel. — Le Groupe Libéraire de Lunel fait connaître à tous les groupes que les correspondances, concernant le Groupe doivent être adressées à Châtellier Joseph, rue Jeanne-d'Arc, Aimargues (Gard) et pour les fonds à Châtellier Abel, rue des Lavoirs, qui les remettra aux intéressés, compte financier du Groupe, avoir, 148 fr. frais, 1 fr.

Lyon. — Tous les jeunes désirant voir se monter une « Tribune rhodanienne des jeunes anarchistes » sont priés de se mettre en rapport avec Maurice Cesbron, qui tente de la mettre au point. Ecrire à Maurice Cesbron, chez M. Perron, 19, rue de la Poste, Villeurbanne (Rhône).

Lyon-Vaise. — Un groupe est en formation à Vaise. Nous faisons appel à tous les camarades du quartier. La réunion constitutive aura lieu prochainement. Pour le lieu et la date, consulter le *Lyon-Républicain*.

Pour tous renseignements, s'adresser à Lavoire, 10, à Juillard, 32, rue du Bourbonnais.

Nimègue. — On trouve le Libéraire, la Voix Libéraire, le Combat syndicaliste, la Patrie Humaine, le Réveil anarchiste, et l'En-dehors, au Bureau de tabacs, boulevard Gambetta, 76, en face les casernes.

Roanne et environs. — S'adresser à Lingre Louis, cité Bréhard, Pouilly-s-Charlieu (Loire). Reims. — Adresser tout ce qui concerne la Fédération Libéraire du Nord-Est et le Groupe à E. Ternaux, 34, rue Fléchambault, Reims.

Permanence et dépôt du « Lib ». Abonnements à la presse Anarchiste chez R. Lebeau, 1, rue Pierret, à Reims.

Romans. — Un groupe vient de se constituer dans notre ville ; il se réunira tous les mardis au siège, café Pomet, place Jean-Jaures. Adressez correspondance et communications à Paul Rege, 1, avenue Berthelot, à Romans.

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage). Causeries éducatives. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures, on y trouve notre journal « Le Libéraire » et notre presse. Une bibliothèque est à la disposition de tous les camarades et des sympathisants.

Le Gérant : Georges GIRARDIN.

Imprimerie Centrale du Croissant (Sté Nlle) 19, rue du Croissant, Paris-2^e

La Vie de l'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 28 septembre à 20 h. 30 local habituel.

Groupe du 9^e arr. — Les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, Causeries Hivernales sont faites ou tous les sympathisants sont cordialement invités au Tabac, 52, rue des Martyrs.

Groupe libéraire du 13^e. — Les camarades du groupe et de Bécécie, Gentilly, Ivry, Choisy-le-Roi sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le mardi 29 à 20 h. 30, au Lion d'Afrique, 11, place d'Italie. La propagande dans le secteur Sud-Est.

Groupe du 14^e. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14^e, à 21 heures précises.

Groupe du 15^e arr. — Le Groupe J.A.C. du 15^e arrondissement se réunira mercredi 7 octobre, à la salle Lagneau, 73, rue Mademoiselle, Groupe du XVII^e. — La réunion constitutive aura lieu ce soir, vendredi 30 octobre, à 21 h., au café, 170, avenue de Clichy.

Groupe du 18^e. — Réunion du groupe tous les jeudis à 21 heures, 63, rue Doudaeville. Les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, assemblée d'informations ou tous les sympathisants sont fraternellement accueillis. Les 2^e et 4^e jeudis, réunion exclusivement réservée aux seuls adhérents de l'U.A.

Groupe du 19^e arr. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30, salle du café, 193, rue de Crimée.

Groupe du 20^e. — Tous les camarades et sympathisants sont priés d'être présents à la réunion qui aura lieu le jeudi 21 septembre, Réunion au lieu habituel, salle du Libéraire.

Argenteuil. — La prochaine réunion du groupe d'études sociales et d'action libéraire aura lieu samedi 3 octobre, à 20 h. 30, dans la salle de la Maison du Peuple, 6, avenue Jean-Jaures. Un camarade fera une causerie sur l'Histoire du mouvement libéraire. Appel est fait aux lecteurs du Libéraire.

Groupe d'Antony. — Tous les copains du groupe devront être présents pour le service d'ordre de samedi prochain, au meeting de la Mutualité.

« Le Libéraire » et l'« Espagne antifasciste » sont en vente tous les dimanches matin, place du Marché.

Montrouge, Bagneux. — Réunion du groupe à la permanence, 46, av. de la République, à Montrouge, vendredi 2 octobre.

Groupe d'Ivry. — Réunion du groupe, place Bac, Ivry-Centre, tous les jeudis, à 20 h. 30.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe intercommunal de la Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains lundi 5 octobre, à 20 h. 30, chez Maxim, 51, rue Frileuse, à Gentilly.

Neuilly-Puteaux, Nanterre. — Camarades de la région, soyez nombreux pour soutenir nos vendeurs du « Libéraire » et de « La Patrie Humaine » et l'« Espagne antifasciste », tous les samedis à partir de 4 heures et demie, métro Porte Maillot.

Les fascistes se montrent de plus en plus provocants. Camarades, tous à l'action pour leur donner la leçon qu'ils méritent. La réunion du groupe aura lieu vendredi 2 octobre, à 20 h. 30, salle Municipale, rue Roque-de-Fillol. Soyez nombreux.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie. On trouve le « Libéraire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Groupe Ermont et Environs. — Réunion du groupe lundi 5 octobre, à 21 h., 104, rue d'Ermont, à Saint-Gratien.

Pour tous renseignements, s'adresser 7, rue des Vignoles, Ermont, ou à l'autre adresse ci-dessus.

Groupe de Drancy. — Une réunion très importante aura lieu vendredi 20 octobre, salle Passabon, 50, avenue Marcel. Tous les anarchistes et sympathisants sont instamment priés d'y assister.

Groupe communiste libéraire de Draveil-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Draveil.

Glichy, Gennevilliers, Asnières, Levallois. — Réunion du groupe dimanche matin, à 9 h. 30 précises, 102, quai de Clichy. Ordre du jour : Propagande à envisager pour la région ; Préparation du meeting ; ente du journal vendredi et samedi, Porte de Clichy et Porte de Champerret, de 16 h. à 19 h.

Groupe de Champigny, Bry-sur-Marne, Le Perreux, Joinville. — Les camarades de ces localités désireux de travailler utilement pour notre idéal sont priés d'écrire au Libéraire.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis, à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe libéraire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat Syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis, à 21 heures, au restaurant Frayse, 101, avenue des Batignolles.

Appel à tous les camarades anarchistes, sans distinction de tendance.

Vaujours, Vert-Galant, Villepinte, Tremblay-les-Gonesses, Villeparisis. — Tous les lecteurs et sympathisants sont avisés de la constitution d'un groupe d'études libertaires. S'adresser à la permanence, Tabac Dumet, 24, avenue de la Gare, Vert-Galant, tous les dimanches, de 11 h. à 12 h. Devant la nécessité de faire connaître nos idées, nous espérons que les camarades seront nombreux à prêter leur concours à toutes nos prochaines causeries, de plus en plus nécessaires devant le bourrage de crânes de toutes les chapelles politiques ou autres.